

HKS Histoire (A. Marchant, 2024-2025)

## Chapitre 9 : La Grande Guerre (1914-1919) 1/2 : Découverte de la guerre industrielle de masse (1914-1916)

**Introduction :** On aura compris que depuis plusieurs années, l'Allemagne inquiète ses voisins et le monde entier par sa montée en puissance politique, diplomatique, coloniale, économique, industrielle et démographique (cf chapitres 7 et 8).

*Un contexte belligène ?* On prête à l'Allemagne des plans de conquêtes du monde, comme dans l'œuvre du géographe français André Chéradame, qui passe son temps à dénoncer les plans de conquête germanique de l'Europe : avec l'idée que la démographie obligera l'Allemagne à s'étendre en Europe. Il n'a pas tort : cela fait vingt ans que les géographes allemands comme Friedrich Ratzel théorisent l'idée d'un « espace vital » (*Lebensraum*) nécessaire à l'épanouissement du peuple allemand, ce que reprennent les idéologues et politiques pangermanistes. Certes, cet espace vital se situe plutôt à l'Est de l'Europe... Toujours est-il que Chéradame poursuivra pendant toute la Première Guerre mondiale son édition de cartes démontrant la menace que les Puissances centrales (Allemagne et Autriche-Hongrie) font peser sur l'Europe. En 1913, la loi des trois ans a été adoptée à l'issue d'un débat passionné sur la nécessité de se réarmer et de grossir l'armée d'active devant la modernisation de l'armée allemande. Le chef d'Etat-major général Joseph Joffre, et le ministre de la guerre Adolphe Messimy étendent également la conscription aux indigènes d'Algérie, non sans susciter quelques réticences là-bas. En 1910, le général Mangin publiait *La Force noire* : en cas de guerre, il faudra compter sur l'empire colonial et les troupes de « tirailleurs sénégalais » (appellation générique pour tous les soldats d'Afrique noire : ils peuvent en réalité venir de toutes les contrées de l'AOF et de l'AEF). Au-delà de la France, les conversations militaires entre les alliés se sont multipliées au sein de la Triple-Entente. La Triplice a renouvelé ses accords en 1912 de son côté. Les guerres balkaniques (1912-1913) ont renforcé le contexte belligène au niveau des états-majors et des gouvernements, même si le grand public n'en a pas forcément conscience. Pour les historiens aujourd'hui, la chronologie de la guerre mondiale doit être élargie en aval (persistances de conflits locaux, en Russie ou au Proche-Orient par-delà la fin officielle de la guerre en novembre 1918) mais aussi en amont : dès 1912, la poudrière des Balkans s'est enflammée et provoque une série de réactions en chaîne. Cela dit, les causes lointaines de la guerre viennent aussi des rivalités impérialistes et coloniales entre Etats européens : l'activiste révolutionnaire russe Lénine, alors en exil en Suisse, l'écrira en 1916 dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Sur un mode non-marxiste, l'universitaire afro-américain William Du Bois tire dès 1915 des conclusions similaires dans ses articles : la lutte pour le contrôle des ressources dans les mondes colonisés, en Afrique en particulier, est la véritable source de la guerre entre puissances européennes, et la crise balkanique n'est qu'un prétexte ; l'incident de surface qui a déclenché l'affrontement inéluctable entre les empires.

Toujours est-il que la guerre éclate à l'été 1914 : elle sera bien plus terrible que prévue. Elle se mondialise rapidement et tout espoir de guerre courte s'évanouira fin 1914. La Grande Guerre sera la « catastrophe inaugurale du XXe siècle » (selon le conseiller diplomate américain George Kennan, qui écrit après 1945) : elle

endeuille le monde pour longtemps, suscite des rancœurs et des volontés de revanche, suscite une brutalisation durable des sociétés, consolide le fascisme comme nouvelle idéologique politique et déclenche la révolution bolchévique en Russie. C'est pourquoi nous réinscrivons régulièrement la guerre dans son contexte européen et mondial, par-delà l'évocation du front franco-allemand, du reste le plus important et le plus meurtrier du conflit. Dans ce premier chapitre, nous nous attarderons sur le début du conflit, marquée par un niveau de violence inégalée (1<sup>ère</sup> partie, 1914) puis sur sa transformation en « guerre totale » (concept à questionner) mobilisant l'intégralité de l'économie et de la société (2<sup>ème</sup> partie, 1915-1916).

## **I/ Les débuts d'un conflit inédit par son ampleur et sa violence (1914)**

### **A/ La crise de 1914 et le départ à la guerre**

#### **1/ L'engrenage infernal**

*L'attentat de Sarajevo et ses suites.* Le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand, neveu de l'Empereur François-Joseph et héritier du trône de l'empire austro-hongrois, est assassiné à Sarajevo en Bosnie-Herzégovine récemment intégrée à l'Empire en 1908. Il venait juste d'échapper à un attentat à la bombe, mais en se rendant au chevet des blessés, il est abattu à bout portant par Gavrilo Princip, jeune membre de « Jeune Bosnie », un nationaliste bosniaque mais soutenu par les Serbes. Des officiers serbes ont de fait participé à la préparation de l'attentat. Les autorités serbes ne sont pas directement responsables, mais savaient quand même que des choses se tramaient. L'Autriche-Hongrie ne sait comment réagir. Vienne consulte à plusieurs reprises Berlin et début juillet l'Allemagne annonce qu'elle soutient sans faiblesse l'Autriche et l'encourage à une attitude de fermeté : on parlera du « chèque en blanc » donné par Guillaume II aux Austro-Hongrois. La crise monte car la Serbie se montre peu encline à laisser les enquêteurs austro-hongrois travailler. Elle bénéficie du soutien franc de la Russie.

*Une France, l'attention captée par les affaires politiques internes.* En France, paradoxalement, l'opinion publique tarde à s'enflammer, voyant toujours de façon lointaine les Balkans et plutôt intéressée par les rebondissements de l'affaire Caillaux. En effet, le 16 mars 1914, Henriette Caillaux, l'épouse de Joseph Caillaux, qui était calomnié dans les colonnes du *Figaro* (pour son pacifisme, pour l'impôt sur le revenu), abat à coups de révolver Gaston Calmette, le directeur du journal. Caillaux était populaire à gauche mais très critiqué à droite, cependant pressenti pour être nommé Président du Conseil au lendemain des Législatives du printemps 1914 qui conforteront la majorité de gauche du Parlement. Caillaux ne sera pas nommé en raison du scandale. Le procès de Mme Caillaux démarre le 20 juillet et s'achève par un acquittement le 28 (son avocat a plaidé l'hystérie avec succès). Ce jour-là, l'opinion découvre qu'en parallèle une très grave crise diplomatique a dégénéré...

*La marche à la guerre.* Après un mois de tensions, sur insistance de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie a adressé le 23 juillet un ultimatum de 48h à Belgrade, réclamant la totale liberté des policiers austro-hongrois dans leur enquête et la totale collaboration de l'Etat serbe, sous peine de guerre. Il reste sans réponse.

L'Autriche-Hongrie, la Serbie et la Russie commencent à mobiliser partiellement. Le 26 juillet, les Britanniques proposent une conférence internationale pour calmer le jeu, acceptée par les Russes, les Français, les Italiens, mais... l'Allemagne refuse. Le 28 juillet : l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie. La Russie la soutient et décrète la mobilisation générale le 30 juillet. L'Autriche-Hongrie décrète la mobilisation générale le 31 juillet, à 13h l'Allemagne déclare l'état « de danger de guerre imminent », menaçant la Russie et ses alliés, donc la France. La réaction en chaîne semble ne plus devoir s'arrêter. En France, Jean Jaurès se démène alors pour empêcher la guerre et prêche le pacifisme haut et fort. Il essaye de convaincre les membres du gouvernement de ne pas répliquer : Abel Ferry (radical, neveu de Jules), le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, et René Viviani (socialiste indépendant) le Président du Conseil. Il trouve en eux une écoute mais l'exécutif est partagé. Mais Jaurès est assassiné le soir-même au café du Croissant par Raoul Villain, un jeune homme déséquilibré qui avait trop lu les attaques de la presse nationaliste, comme *L'Action française*, à l'encontre de celui qu'elle nommait « Herr Jaurès » qui, par son pacifisme, faisait le jeu de Guillaume II.

## 2/ Mobilisation et Union sacrée

*Les entrées en guerre.* Le 1<sup>er</sup> août 1914, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne décrètent la mobilisation générale. Le 2 août, un traité d'alliance est signé entre l'Allemagne et l'Empire Ottoman, premier indice de mondialisation du conflit, au-delà de l'Europe. Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France (qui lui répond) et attaque la Belgique, après que cette dernière ait refusé de lui accorder l'autorisation de traverser son territoire. L'Allemagne met en fait en application le plan Schlieffen, qui date de 1905, et qui prévoit, dans l'hypothèse d'une guerre sur deux fronts, d'attaquer d'abord la France, en passant par la Belgique, pour la battre rapidement, avec l'idée d'une victoire facile, pour se retourner ensuite vers la grande confrontation à venir avec la Russie. Les Italiens se déclarent neutres. Le 4 août, la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne au motif de la violation de la neutralité belge.

*Le revirement patriotique de la classe ouvrière.* Ce jour-là, à Paris, devant le cercueil de Jaurès, Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT, lui rend hommage mais déclare que le prolétariat français accomplira son devoir patriotique. Jouhaux justifie dans ce discours l'entrée en guerre du mouvement ouvrier. Il rappelle bien que la classe ouvrière n'est pas nationaliste et n'a pas voulu la guerre, voulue et imposée par les Allemands et les Autrichiens, par les grands seigneurs de Prusse, par les impérialismes germaniques, par les aristocrates allemands, par le grand patronat germanique et les marchands de canon. Le mouvement ouvrier prendra les armes pour défendre la nation agressée, rappelant au passage l'esprit des « soldats de la liberté », c'est-à-dire des soldats de l'an II ; de 1793, sur le thème de la « patrie en danger », avec les mêmes accents qu'un Gambetta en 1870. Il faut dire aussi que Jouhaux est mis devant le fait accompli : la veille, les députés allemands du SPD, l'un des piliers de la IIe Internationale, ont voté à la majorité les crédits de guerre au Reichstag. On ne peut pas décréter la révolution dans son coin... Les autorités françaises redoutaient un soulèvement du mouvement ouvrier. Des noms de leaders socialistes et syndicaux avaient été consignés dans le « carnet B » : ce dernier est une liste de personnes à surveiller, établie initialement en 1886 par le général Boulanger quand il était ministre de la Guerre, dans le but de lutter contre l'espionnage. A la Belle Epoque, la liste contenait le nom des personnes

à arrêter préventivement en cas de mobilisation pour éviter qu'elles n'appellent à la grève. Le ministre de l'Intérieur Louis Malvy envisageait de passer à l'acte, finalement il n'a pas à le faire. Même Gustave Hervé appelle à la guerre : en 1916, il rebaptisera son journal *La Guerre sociale* en *La Victoire*. La gauche se rallie à l'Union Sacrée, réflexe d'union patriotique qui tire son expression du message que le Président Poincaré adresse au Parlement le 4 août 1914 : « Dans la guerre qui s'engage, la France sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'Union sacrée et qui sont aujourd'hui fraternellement rassemblés dans une même indignation contre l'agresseur et dans une même foi patriotique ». Les divisions politiques sont oubliées du jour au lendemain. Et l'Union sacrée commence dès les funérailles de Jaurès : autour de son cercueil, sont présents des membres de la CGT et... des membres de la Ligue des Patriotes, avec leur président Maurice Barrès. Le 11 août 1914, alors que la Belgique est dévastée par l'armée allemande et que l'armée austro-hongroise est entrée en Serbie, la France déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie. Le lendemain, le Royaume-Uni fait de même. Le 17 août, la Russie lance l'offensive sur l'Allemagne, l'attaquant par la Prusse orientale. En seulement deux semaines, un foyer de tensions localisé dans les Balkans s'est transformé en guerre générale européenne, et bientôt mondiale.

*Enthousiasme général ou résignation ?* Début août 1914, les jeunes hommes français partent à la guerre. On note ici ou là quelques cris de joie « à Berlin ! » qui ont leur réplique du côté allemand. On espère une guerre courte et être rentré au plus tard pour les vendanges à l'automne. Attention, cependant, au cliché de la « fleur au fusil » qui a longtemps été un poncif du récit de l'entrée en guerre. Certes, il y a beaucoup d'illusions et une propagande de guerre omniprésente, mais les historiens ont revu depuis longtemps l'état d'esprit de l'été 1914. Il n'y a pas d'enthousiasme, c'est le sentiment de résignation et le réflexe défensif qui prévaut. Comme le soutient Jean-Jacques Becker dans *1914, comment les Français sont entrés dans la guerre* (1977), les Français sont partis en guerre, finalement assez surpris par la rapidité des événements et résignés, sans manifestation de joie et d'enthousiasme particulier. Clemenceau écrit dans son nouveau journal *L'Homme libre* (lancé en 1913) : « Dans Paris, pas un cri, pas un mouvement de foule. Rien que la gravité d'une résolution ». L'historien Marc Bloch, contemporain des faits, écrira : « Les hommes pour la plupart n'étaient pas gais : ils étaient résolus, ce qui vaut mieux ». Jean-Jacques Becker cite un instituteur charentais : « La France n'avait pas voulu la guerre, elle était attaquée ; on ferait son devoir ». L'offensive allemande violant la neutralité belge conforte les Français dans leur attitude : le gouvernement n'a aucune responsabilité dans le déclenchement du conflit et la patrie agressée doit être défendue. Il n'y avait pas non plus de volonté de reprendre l'Alsace-Lorraine, au-delà de certains cercles. Jean-Jacques Becker a bien montré que la volonté de reprendre les territoires à l'Allemagne était absente du patriotisme défensif de 1914. La situation en Alsace-Moselle est calme : quoiqu'en dise Hansi, beaucoup d'habitants se sont accommodés (depuis 40 ans) à l'intégration à l'Allemagne. Si les sentiments francophiles sont encore très fervents, et si les Français d'Alsace sont une minorité mal-aimée de l'Empire allemand, aucun Alsacien-Lorrain n'aurait pourtant souhaité le retour à la France au prix d'un nouveau conflit.

*Extension rapide de la guerre européenne.* En cette fin d'été 1914, la guerre est européenne mais elle s'étend vite : l'Empire Ottoman rentre en guerre aux côtés de l'Allemagne en octobre 1914, déclarant la guerre

sainte (le Sultan appelle au Djihad) contre la Triple Entente en novembre. Depuis leur rapprochement une quinzaine d'années plus tôt, l'Empereur Guillaume II soutient le califat Ottoman et veut capitaliser sur le sentiment panislamique en se présentant comme le défenseur des musulmans. La Russie déclare aussitôt la guerre aux Ottomans et attaque l'Empire par le Caucase frontalier. La guerre s'est étendue dans l'intervalle à l'Extrême-Orient : le 23 août 1914, le Japon déclare la guerre à l'Allemagne et attaque les comptoirs allemands en Chine. Le Japon prend en fait les devants et veut faire plaisir à son allié britannique, tout en lorgnant sur l'obtention de territoires en Chine. Le seul défaut à la mécanique des alliances : l'Italie. Les Britanniques et les Français ont acheté la neutralité des Italiens contre la promesse de l'octroi, en cas de défaite austro-hongroise, des « terres irrédentes », c'est-à-dire la côte Dalmate, dans les Balkans, qui fait l'objet de vieilles revendications italiennes : en raison de territoires qui appartenaient à la république de Venise jusqu'à la fin du XVIIIe siècle et l'existence minorités italophones dans l'Empire. Mais la fièvre nationaliste et belliciste saisit aussi l'Italie qui finit par rentrer dans le conflit aux côtés de la Triple Entente au printemps 1915. La guerre devient enfin mondiale par la mobilisation des troupes coloniales : non seulement, les indigènes sont employés comme troupes coloniales supplétives (des tirailleurs sénégalais du côté français appelés dès l'été 1914, des Indiens Sikhs du côté anglais) mais il y a eu aussi des conflits dans les colonies : en Afrique, aux frontières du Cameroun, de la Namibie, du Rwanda, commence dès 1914 une guerre de mouvements assez classique. L'Amérique reste le seul continent non-touché par la guerre (jusqu'en 1917).

## **B/ Qui est responsable de l'entrée en guerre généralisée ?**

### **1/ L'Allemagne ?**

*Pour les Allemands, de la légitime défense.* Prenons un peu de recul pour examiner, au-delà du cas français, les responsabilités des uns et des autres dans ce « suicide de l'Europe » comme on en parlera ultérieurement. La question est intéressante à la fois sur les plans historique et historiographique. En 1919, le Traité de Versailles établira que l'Allemagne est la seule responsable du conflit. Les Allemands soutiendront que le plan Schlieffen n'était pas un plan d'agression, mais de légitime défense ; de guerre préemptive. L'Allemagne était menacée pour sa propre survie et c'est pour cela qu'elle a attaqué très vite à l'Ouest, pour mettre Paris hors-jeu, et dissuader ainsi les Britanniques de débarquer sur le continent, n'ayant plus d'allié à l'Ouest. Mais l'Allemagne ne comprendra pas pourquoi elle sera la seule à devoir porter le poids de la responsabilité du conflit, considérant que chacun a joué un rôle dans la crise diplomatique de l'été 1914. L'Allemagne avait aussi à l'été 1914 un statut de victime. Au moment même de l'invasion allemande à l'Ouest, la Prusse-Orientale fait l'expérience de la conquête et de l'occupation par les armées russes. Les atrocités (incendies, exécutions, viols, pillages et déportations), qu'elles soient réelles ou imaginaires, provoquent la panique dans la population civile et la fuite de nombreux réfugiés. Près de 1500 personnes ont été tuées, 13 600 civils ont été déportés en Russie, 39 villes et 1900 villages ont été détruits ou brûlés. Des photographies, des illustrations circulent, montrant la dévastation de la province et l'exode des habitants terrorisés. Finalement, du 26 au 30 août 1914, l'armée allemande, dirigée par les généraux Hindenburg et Ludendorff, renversent le cours des choses au cours d'une bataille décisive qui repousse durablement les Russes vers les territoires polonais, à Tannenberg. Mais le

traumatisme est durable. Dans un manifeste publié par 93 intellectuels en octobre 1914 (« Appel au monde civilisé »), les auteurs déclarent : « A l'est, la terre est imprégnée du sang des femmes et des enfants massacrés par les hordes russes ». Cet « appel des intellectuels allemands aux nations civilisées » est une preuve d'investissement précoce des intellectuels et des scientifiques dans le conflit. Ces élites intellectuelles cautionnent la guerre et déclarent que l'Allemagne n'est pas l'agresseur, contrairement aux apparences, mais qu'elle n'a fait que se défendre contre l'encerclement, qu'elle est victime de la haine et que les rumeurs atrociétés allemandes sont infondées.

*Les « atrocités allemandes » de l'été 1914.* Ce qui n'est pas vraiment le cas, comme l'ont montré les historiens John Horne et Alan Kramer dans *German Atrocities, 1914. A history of denial* (2001), la France et la Grande-Bretagne sont stupéfaits par le ravage meurtrier de la Belgique que rien ne permettait d'anticiper ou de légitimer. La traversée allemande de la Belgique a occasionné la mort de 6 427 civils, des destructions systématiques de villes, à Dinant, Tamines, Louvain, Andenne (une moyenne de 200 morts par ville). Des habitants ont été rassemblés sur les places et passés à la mitrailleuse. Ces violences en apparence irrationnelles et sadiques ont en fait une explication : les troupes épuisées se croient littéralement être attaquées par des francs-tireurs. En réaction, on détruit donc les bâtiments des villes, on brûle des villages entiers, on prend et on exécute des otages, on utilise les civils comme boucliers humains. La vitesse prévue par le plan Schlieffen, la fatigue et la désorientation qui en découlent, conduisent les troupes à assigner aux civils les pertes qu'elles subissent. Les soldats sont jeunes et facilement éprouvés par les difficultés de la marche, par la vue des horreurs et des corps déchiquetés par la puissance de feu de l'artillerie moderne. Mais la stratégie de l'armée belge de l'escarmouche et du harcèlement attise la peur et la frustration dans l'armée allemande. Cela provoque un désir de vengeance et donne corps à la légende des francs-tireurs. De fait, tout homme civil en âge de servir devient un franc-tireur potentiel. De plus en Belgique, le système de la conscription n'est pas complet : malgré l'appel du roi Albert Ier à la mobilisation contre l'envahisseur, beaucoup d'hommes continuent à travailler aux champs, à l'atelier, à l'usine, ce qui apparaît comme suspect aux yeux des Allemands. Horne et Kramer montrent que la question des francs-tireurs s'inscrit dans un siècle d'histoire militaire et politique allemande. Les instructeurs militaires ont évoqué aux conscrits le souvenir des années 1810 lorsque les troupes d'occupation françaises de l'Empire napoléonien furent combattues par le peuple en armes ; donc par des francs-tireurs. Puis vient l'expérience de la guerre de 1870 et la levée en masse décrétée par le gouvernement provisoire français : les francs-tireurs français dans les Vosges ont infligé de nombreuses pertes à l'armée prussienne prise à revers. Cette peur et ces représentations se réactivent en août 1914 chez de jeunes recrues qui ont entendu parler de ces histoires lors de leur préparation militaire.

*Une guerre motivée par le pangermanisme ?* Reposons la question : les Allemands, coupables d'un « crime contre la paix du monde », comme on dira à Versailles en 1919 ? L'Allemagne s'en défendra alors, par quelques voix « prestigieuses », comme celle de Max Weber, en plaidant la légitime défense, face à la peur de l'encerclement (par l'alliance franco-russe notamment), et la responsabilité collective. Le jugement des historiens finira par leur donner raison rapidement, considérant que le jugement fut beaucoup trop dur lors de

la Conférence de la Paix. Cependant, l'affaire rebondit dans les années 1960 et l'idée de la culpabilité allemande revient en force dans l'historiographie, étayée par une source qu'exhume, dans les archives de la chancellerie allemande, l'historien Fritz Fischer. Il la publie en 1961 dans *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale*. Cette preuve, c'est le « programme pour la paix » ou « mémorandum Bethmann-Hollweg » rédigé en septembre 1914 par le Chancelier allemand, au début de la guerre. En s'appuyant sur ce document, Fischer soutient que l'Allemagne de Guillaume II a sciemment provoqué la guerre en Europe pour servir ses intérêts économiques. Il suffit de lire quelques extraits absolument édifiants pour valider, à première vue, l'idée que le pangermanisme a provoqué la guerre (cf poly) : écrasement de la France et pillage de ses ressources, annexion de la Belgique et du Luxembourg, constitution d'une union douanière européenne sous domination allemande, constitution parallèle d'un Empire allemand en Afrique.... Le pangermanisme est un courant politique porté par quelques ligues, qui plaide pour l'extension territoriale de l'Empire allemand, surtout vers l'Est de l'Europe afin de regrouper les différentes communautés germanophones dispersées. Mais ici l'expansion n'est pas uniquement tournée vers l'Est. Les pangermanistes pensent aussi que l'expansion allemande est légitimée par la croissance démographique : dans les années 1900, le géographe Friedrich Ratzel théorise la notion d'« espace vital » (reprise plus tard par les nazis). Revenons au « mémo » de septembre 1914 : ce genre de document est accablant pour l'Allemagne. Fischer va ensuite plus loin en soutenant que dès 1911, le gouvernement allemand couve de pareils plans : la crise diplomatique dans les Balkans à l'été 1914 n'a été qu'une fenêtre d'opportunité pour pouvoir réaliser ces plans de conquête.

*Critique de la thèse de Fisher.* Mais les autres historiens n'ont pas été convaincus pour plusieurs raisons : 1/ le document est isolé, il semble être le reflet de ce que pensait (et fantasmaît) uniquement Bethmann-Hollweg, il n'implique pas du tout les autres élites politiques allemandes. Bethmann-Hollweg est proche des milieux pangermanistes, il est social-darwinien et persuadé que la guerre était un outil de sélection des nations fortes et d'affirmation d'un sursaut vital national, il est obnubilé par la croissance démographique russe et conçoit l'avenir comme une lutte inéluctable entre le Germain et le Slave, comme types civilisationnels et raciaux. Mais les propos du « programme » ne semblent engager que lui. 2/ ce ne sont pas les vues de l'Empereur Guillaume II, de l'état-major ou de la majorité des parlementaires du Reichstag qui votent les crédits de guerre. Chez tous ces acteurs-là, prédomine plutôt la peur de l'encerclement et l'idée d'attaque préventive (face à la Russie qui fut le premier pays à décréter la mobilisation générale). 3/ Ce document a été écrit par Bethmann-Hollweg dans une circonstance bien particulière, dans les premiers jours de septembre 1914. C'est-à-dire dans un moment de très grande euphorie pour les dirigeants allemands : l'armée allemande a déferlé sur la France en vertu du plan Schlieffen depuis la fin août sans rencontrer de grandes résistances, Paris va tomber, c'est une question de jours, peut-être même d'heures, la victoire est à portée de mains, et sur le front Est les Russes ont été repoussés durablement : l'Allemagne est donc à deux doigts d'une victoire totale. « Seul dans son bureau », Bethmann-Hollweg se met à prendre ses rêves pour des réalités. Seulement, le lendemain, il apprendra par télégramme du front les Français ont repoussé les Allemands et ont sauvé Paris à l'issue de la bataille de la Marne, du 6 au 9 septembre 1914. L'armée allemande est repoussée vers le nord. Le document est mis de côté et ne sera plus

jamais ressorti. Pour l'historien de la diplomatie Georges-Henri Soutou, l'existence d'un pareil plan de conquête relève du mythe. Certains historiens comme Andreas Hillgruber pensent que le gouvernement allemand ne souhaitait pas la guerre, ni agressive, ni défensive, mais pendant la crise diplomatique ils ont adopté une stratégie de risque calculé, pour faire monter la tension afin de donner encore plus de poids à l'Allemagne dans le concert des nations européennes car il s'agit toujours un Etat « neuf » (1871). Mais malheureusement cette stratégie a échoué, la crise a dégénéré jusqu'au conflit ouvert, et il a fallu assumer les conséquences de la guerre. Quant à l'opinion publique allemande, elle n'était dans sa majorité pas pangermaniste en 1914. L'opinion publique a approuvé la guerre mais pas pour des buts de conquête ou d'impérialisme, mais pour des buts de défense du territoire. D'ailleurs le sentiment d'union nationale qui a accompagné l'entrée en guerre ; l'équivalent de « l'Union sacrée » s'appelle outre-Rhin le *Burgfrieden* : expression médiévale qui renvoie au sentiment d'union qui réunissait les habitants d'une forteresse assiégée. On retrouve l'argument de la légitime défense.

## **2/ Plutôt une responsabilité collective**

*La responsabilité du Royaume-Uni ?* Alors, un coupable ? D'autres nations avaient aussi des motivations économiques. La Grande-Bretagne intervient dans le conflit le 4 août 1914, en réaction à la violation de la neutralité belge par les troupes allemandes. Depuis 1830, la Grande-Bretagne est la protectrice de l'intégrité territoriale belge, ce qui a été réaffirmé en 1908 devant la menace grandissante du Reich allemand. Les Britanniques ne veulent pas voir le port d'Anvers tombé entre les mains de l'Allemagne. Anvers est l'un des principaux ports commerciaux d'Europe ; est un « pistolet braqué vers le cœur de l'Angleterre » disait Napoléon. De fait, des accords commerciaux bienveillants existent entre ports belges et britanniques. Mais si la côte flamande devient allemande, c'est autre chose... De plus, il s'agit pour le Royaume-Uni de limiter la puissance navale allemande qui la menace désormais sur les mers et océans du globe. Pas de quoi cependant porter le poids de la responsabilité de la guerre mondiale ? L'historien britannique Niall Ferguson, dans *The Pity of War* (1998), considère que ce sont les Britanniques qui ont provoqué le durcissement allemand en 1913 alors qu'il y avait une volonté d'apaisement du côté de Berlin, et ce derrière Edward Grey, ministre des Affaires étrangères germanophobe et francophile, et qui aurait construit le mythe d'une volonté hégémonique allemande. Fergusson prétend ainsi que le programme de Bethmann-Hollweg était la conséquence de la déclaration de guerre britannique et qu'il a été improvisé pendant le mois d'août 1914.

*Une responsabilité austro-hongroise ?* D'autres recherches récentes ont montré la part de responsabilité du gouvernement de l'Autriche-Hongrie : les élites austro-hongroises auraient sciemment voulu la guerre et seraient ensuite allés chercher le soutien allemand. Pour l'historien américain Samuel Williamson, le comte Berchtold, ministre des Affaires étrangères, a été le principal acteur de la crise de juillet et a empêché toute solution diplomatique. Les jeunes aristocrates qui l'entouraient ont vu l'occasion de mener contre la Serbie une courte guerre victorieuse pour rétablir la domination de l'autorité impériale. Ils poursuivaient en cela la politique volontariste du précédent ministre Aloïs von Aehrenthal, qui avait connu son apogée en 1908 avec l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Cette politique expansionniste avait pour but de consolider un régime



reposant sur la dynastie, l'armée et la bureaucratie aux mains de la noblesse de fonction. Ces élites aristocratiques avaient également une approche sociale-darwinienne des relations entre les peuples et, à ce titre, les Slaves des Balkans étaient jugés inférieurs : la lutte contre eux, dans le cadre de la guerre de régénérescence, devait en apporter la preuve. Cela dit, cette vision social-darwinienne du rapport entre les nations était partagée par de nombreuses élites européennes, France exceptée.

*Et si c'était la Russie ?* C'est elle qui a mobilisé la première son immense armée et a fait peur à tout le monde. Le Tsar Nicolas II se sentait contesté dans son propre pays, depuis la révolution manquée de 1905. Pour retrouver de la popularité et ressouder la nation, le Tsar décide sciemment de déclencher la guerre. Le 25 juillet 1914, la Russie déclare qu'elle ne laissera pas écraser les Serbes. Le lendemain, le tsar se prononce pour la mobilisation générale lors d'une session extraordinaire de la Douma : l'Assemblée le soutient unanimement et se met en congés. Le 29 juillet, la mobilisation partielle est décrétée puis la mobilisation générale de l'immense armée dès le 30 juillet : la Russie sera le premier pays européen à le faire. Cette attitude met le feu aux poudres et réveille les angoisses allemandes d'anéantissement, vu que l'armée russe peut mobiliser en théorie jusqu'à 10 millions d'hommes en comptant sur les ressources humaines quasi-inépuisables de son empire. Par ailleurs, le dynamisme démographique russe (175 millions d'habitants en 1914, si l'on compte les périphéries polonaise, ukrainienne et balte), inquiète considérablement les Allemands, à commencer par Bethmann-Hollweg qui aurait déclaré un jour : « l'avenir appartient à la Russie qui grandit sans cesse et qui nous accable comme un cauchemar de plus en plus pesant ». Le chancelier allemand en était tellement persuadé qu'il avait décidé de ne plus planter d'arbres dans sa propriété de Prusse orientale, parce qu'il était convaincu que les Russes y seraient bientôt installés. Cette peur de la menace démographique a entraîné un réflexe de légitime défense, qui s'est traduit par l'adoption de stratégies de guerre défensive à l'été 1914.

*Et la France ?* De tous les pays belligérants, la France semble être la moins engagée dans la crise, et elle a tout de suite le statut de pays victime et envahi par l'Allemagne. Le regain de patriotisme revanchard n'a concerné qu'une partie de la société (cf chapitre 6). Pourtant, son attentisme est aussi discutable. Le Président Poincaré déclare en 1914 : « nous ne voulons pas la guerre, mais nous ne la craignons pas ». Et au lieu de temporiser, les autorités françaises semblent jeter de l'huile sur le feu : du 13 au 23 juillet 1914, Poincaré et René Viviani, Président du Conseil, effectuent un grand voyage officiel en Russie, à Saint Pétersbourg, auprès du tsar Nicolas II du 13 au 23 juillet 1914. Prévu de longue date, le voyage n'a pas été annulé en raison des tensions diplomatiques et au contraire Poincaré en profite pour témoigner de la solidité de l'alliance franco-russe. Il encourage le tsar à la fermeté : celui-ci a-t-il décidé la mobilisation générale en raison de ce blanc-seing français ?

*Responsabilité collective.* Finalement, il faut bien en revenir à l'idée de responsabilité collective. La guerre a surgi dans le jeu diplomatique et les représentations avant d'être déclarée : la peur de l'attaque de l'autre aboutit à jouer la surenchère et à ainsi provoquer la guerre par une sorte d'anticipation auto-réalisatrice... Comme le disait déjà l'historien Jules Isaac, juste après la guerre : « chaque groupe attribuait à l'autre des projets d'agression tout en se jugeant chacun en état de légitime défense ». Ce qui rendait la guerre inéluctable était

justement la croyance dans l'inéluctabilité de la guerre. Dans ce contexte diplomatiquement tendu, la peur fut le principal ressort de la crise qui conduit l'Europe à l'embrasement. Paradoxalement, la guerre a toujours été perçue comme défensive des deux côtés, dans chaque alliance. L'historien John Horne, dans les années 2000, le soutient également : « La guerre fut perçue dès les premiers jours comme une question d'identité et d'existence nationales foncièrement menacées par l'ennemi ». En France aussi, donc.

## **C/ L'invasion et la « crise de l'activité guerrière »**

### **1/ Une violence inouïe dès les premiers combats**

*Le fiasco des premiers affrontements aux frontières.* On doit cette expression au maréchal Joffre qui la consigne dans son journal. La nature de la guerre dès l'été 1914 inflige en effet un désaveu aux stratégies des Etats-majors. Nous sommes alors d'août à décembre dans une phase de guerre de mouvement. La « bataille des frontières » fin août 1914 où l'on se porte à la rencontre de l'ennemi aux frontières belges et alsaciennes, appliquant le « plan XVII » élaboré par l'état-major français en 1913, est un échec. Le corps expéditionnaire britannique débarque en France au moins d'août 1914. Les armées constatent amèrement la nouveauté de la guerre industrielle. La puissance de feu fait des dégâts sans précédent : les stratégies d'offensive se brisent sur le mur de balle des mitrailleuses et sous la pluie d'obus de l'artillerie lourde. Un constat déjà fait lors de conflits antérieurs mais jamais réellement intégré en haut lieu... Mais ici la guerre de masse provoque une hécatombe de masse : le 22 août 1914 est la journée la plus sanglante de l'histoire comme le montre l'historien Jean-Michel Steg (*22 août 1914, le jour le plus violent de l'histoire de France*, 2014). Avec 27 000 soldats français tués ce jour-là sous la mitraille allemande. Moins de trois semaines après le début du conflit, cette hécatombe balaie les illusions d'une supériorité française sur l'envahisseur allemand. Ces 27 000 soldats tombent sur 400 km de front, de la Belgique à la Lorraine, et pourtant il n'y en aura pratiquement aucune trace dans la mémoire collective jusqu'à l'ouvrage de Steg. Cette tragédie sera "oubliée", passée sous silence par les communiqués de guerre, pour occulter les graves lacunes de l'état-major français. 7 000 soldats tombent pour la seule bataille qui se déroula autour du village belge de Rossignol, proche de la frontière. Du côté allemand, on compte une dizaine de milliers de morts. 27 000 : c'est autant de soldats français tués en un seul jour que durant toute la guerre d'Algérie de 1954 à 1962 ! Et sept fois plus que tous les morts chez les Alliés du "Jour-J", le débarquement en Normandie le 6 juin 1944. Un siècle plus tôt, 6 800 soldats français étaient tombés en juin 1815 à Waterloo, jusqu'alors l'une des batailles les plus meurtrières de l'histoire de France.

*Les facteurs explicatifs du charnier.* Comment s'explique une pareille boucherie ? Il faut pointer l'absurdité de la doctrine de l'"offensive à outrance" défendue par l'état-major, "une manière française de faire la guerre", datant de la guerre napoléonienne et de la tradition de la guerre sabre au poing, qui conduit désormais à la catastrophe. Pareille théorie était enseignée à l'école de guerre par l'officier Jean Le Cour Grand Maison. "On attaquera l'ennemi partout où on le rencontrera" : c'est avec cette formule aussi vague qu'inefficace que le général Joffre, commandant en chef des armées françaises, avait ordonné l'offensive le 14 août. C'est oublier que les progrès technologiques considérables dans le domaine de l'armement ont multiplié la capacité de

destruction des armées, favorisant la défense contre l'attaque. Les soldats français qui chargent à la baïonnette le 22 août au matin sont décimés par les mitrailleurs allemands en position défensive. Et les officiers sont sommés d'affronter l'ennemi "corps redressé", sans chercher à s'abriter, pour donner l'exemple aux hommes, sont les plus touchés... Circonstance aggravante : rien n'est prêt pour faire face à des pertes massives, nullement anticipées. Le Service de santé des armées ne sera créé qu'en 1915, et beaucoup de blessés vont de fait succomber en 1914 faute de soins appropriés. En outre, l'état-major croit à une guerre rapide et violente, et ne se préoccupe guère d'épargner les vies. Il lui faudra du temps pour admettre sa lourde erreur. Faute de directive, aucun officier n'ose organiser une retraite face à l'hécatombe qui désorganise les lignes françaises, ce qui aurait pourtant été une solution pour limiter les dégâts. A cela s'ajoutent de stupides habitudes vestimentaires : le soldat français porte un pantalon rouge garance, visible de très loin, et un képi de flanelle qui n'est d'aucune protection contre les balles. En face, les Allemands ont un uniforme vert de gris qui se fond mieux dans le décor et porte un casque (à pointe). En quelques décennies, les armes ont connu un tel perfectionnement qu'il est difficile pour les soldats comme pour les officiers d'anticiper les dégâts corporels et psychiques qu'elles provoquent. Les fusils sont incomparablement plus puissants que ceux utilisés lors de la guerre de 1870. Les balles tirées par le Mauser allemand vont deux fois plus vite, passant de 438 à 870 mètres par seconde. La poudre sans fumée améliore la propulsion et rend le tireur moins repérable au loin. Les balles sont plus précises et plus vulnérantes, grâce aux douilles chemisées en cuivre ou en acier. Enfin, le tir et le chargement sont plus rapides grâce au système de répétition. Les mitrailleuses ont désormais une cadence de tir de 400 à 600 coups par minute. Elles constituent des armes défensives permettant à elles seules de massacrer des dizaines de soldats en quelques secondes. L'artillerie est encore plus destructrice : maintenant dix fois plus puissante que celle du début du siècle précédent. Si les canons Krupp allemands sont les meilleurs, le canon de 75 français peut tirer jusqu'à huit coups par minute avec une portée de près de 2 000 mètres.

*Poursuite des hostilités.* Les Allemands aussi sont victimes de la guerre moderne. De nombreux soldats tombent en Belgique et dans le nord de la France : on les force à marcher et à se lancer à l'offensive. Leurs cavaliers (Uhlans) qui attaquent dans les Ardennes terrorisent les populations civiles mais se font faucher par la mitraille et les canons. Cependant, les Allemands ont le privilège de l'offensive et enregistrent moins de pertes que les Français. Quant aux Britanniques qui débarquent sur le continent, ils rejoignent les lignes françaises à Mons (frontière belge) le 23 août.

## **2/ Vers la guerre d'usure**

*Bataille de la Marne et course à la mer.* La guerre de mouvement continue donc à l'avantage des Allemands. Paris est menacée et le gouvernement se réfugie à Bordeaux. Mais le chef d'état-major allemand von Moltke (frère cadet du général de 1870) décide d'amorcer un contournement par l'Est de la capitale qui lui sera fatal. Le but est de pousser les Français loin de Paris pour mieux prendre la capitale ensuite et crier victoire sur le front de l'Ouest. Mais le général Gallieni est informé de la manœuvre par un vol de reconnaissance aérienne. Il propose alors d'engager toutes les forces concentrées en région parisienne pour attaquer le flanc droit de l'armée allemande. La manœuvre est risquée mais la situation semble si désespérée. Tous les hommes sont

ramenés à toute vitesse vers la Marne (les taxis parisiens étant réquisitionnés au passage) et le 6 septembre 1914 les Français attaquent sur 180 km de front. La « bataille de la Marne », très violente au demeurant (500 000 morts au total, la moitié française, la moitié allemande environ), sauve l'armée française de la destruction. Les Allemands se replient vers le nord. La nouvelle est une douche froide pour les Allemands : le plan Schlieffen est un échec et, le 11 septembre, Moltke est limogé, remplacé par von Falkenhayn. Ce dernier lance alors la stratégie de la « course à la mer » : les armées (franco-britannique et allemande) cherchent à se déborder mutuellement, se déplaçant vers l'Ouest. De là une série de combats se propageant en direction de la mer. Elle s'achève par une offensive allemande sur Calais, Boulogne et Dunkerque pour encercler l'armée britannique au niveau des Flandres. La « bataille des Flandres » a ensuite lieu sur des terrains volontairement inondés par les Belges qui ont fait sauter les canaux de drainage (dans le secteur d'Ypres) du 15 octobre au 15 novembre : son issue est très incertaine. Puis le front se stabilise fin novembre sur une ligne de 800 km environ allant de la mer du Nord et de l'Yser à la frontière suisse. Les armées commencent alors à s'enterrer, à creuser des tranchées pour se protéger de la violence du feu. La « fortification de rase campagne » (ou tranchée) va devenir essentielle pour se protéger des tirs ennemis et conserver, pour les Allemands, le terrain conquis. Déjà, après la bataille de la Marne, von Moltke avait ordonné de construire des fortifications de campagne pour tenir le terrain conquis. C'est le début de l'épouvante guerre d'usure ; ou guerre de position ; ou encore « guerre de tranchées ».

*Mise en place de la guerre des tranchées.* Les tranchées allemandes sont plus profondes, mieux équipées et mieux protégées que celles des Alliés. Ce sont d'abord des fossés creusés et maintenus par des planches de bois. On dispose des sacs de sable pour remblayer et disposer les mitrailleuses. Plus tard, ils introduisent le béton et creusent des galeries souterraines. Pourquoi une telle avance ? Les Allemands sont sur la défensive et se battent sur le sol ennemi : pour eux la tranchée est un pis-aller acceptable. Pour les Français, creuser des tranchées est difficile à accepter : la perspective d'un enterrement prolongé dans le sol constitue une forme de renoncement à la reconquête du territoire perdu ; le Nord-Est est passé sous occupation allemande. La tranchée va devenir le principal paysage de guerre du front occidental jusqu'en 1918. Son organisation se complexifie avec le temps : la première ligne est formée de trous sommaires, forme un réseau de tranchées parallèles que relient les boyaux étroits et sinueux. Le tracé des parallèles et des boyaux est irrégulier afin d'éviter les tirs en embuscade et de compliquer les tirs de flanquement (=tir en enfilade). On construit des abris pour les hommes et des niches pour les munitions. On installe des banquettes de tir, des postes d'observation.... Un no man's land sépare les lignes de position ennemies. Les tranchées sont renforcées par des réseaux de fils barbelés, invention de fermiers américains dans les années 1870 pour empêcher le bétail de s'échapper, cloués au sol par des piquets de fer. Le réseau se densifie avec le temps. Une deuxième position est établie en arrière, solidement fortifiée, et destinée à rassembler des renforts pour monter en première ligne. Plus en arrière, des tranchées de réserves, puis des cantonnements de repos. Il existe un système de rotation entre les soldats pour les positions. Dans les secteurs actifs, le tracé des tranchées change constamment. De nouvelles positions sont régulièrement creusées pour améliorer les positions de tir. Mais les tranchées constituent aussi un véritable enfer : les hommes se perdent dans les déplacements des troupes et le transport des matériels. Dans ces régions humides, l'eau et la

boue sont omniprésentes. Les hommes vivent au milieu des rats et des parasites, dans la saleté (d'où rapidement le surnom de « poilus »). Les blessures s'infectent vite en pareil environnement : la gangrène touche les membres inférieurs (« le pied de tranchée »). Les tranchées se désagrègent enfin sous les pilonnages d'artillerie ou les tirs de mortiers. Progressivement la puissance de feu des armements nouveaux va créer un paysage lunaire et dévasté. Tandis que les régiments se désagrègent et les hommes s'encellent autour de groupes primaires de combattants.

## **II/ La transformation de la guerre en guerre totale (1915-1917)**

### **A/ La guerre d'usure et la violence de guerre**

*Mobilisations de masse.* La mobilisation sera considérable. Les Etats réussissent à l'accomplir sans trop de difficultés, la IIIe République a bien réussi de son côté à faire des obligations militaires l'un des grands piliers du régime. Jamais autant de combattants n'ont été levés pour une guerre. Même si les guerres révolutionnaires du tournant des XVIIIe-XIXe siècles et les guerres impériales avaient lancé le principe de la levée en masse (1793) ou de la conscription (adoptée en 1798 en France, sous le Directoire), modèle adopté ensuite par les autres pays européens, l'application avait toujours été partielle. Mais, dans les années 1860, sous l'influence du modèle prussien, l'Europe connaît une nouvelle militarisation, dont la Grande Guerre constitue l'apogée. Entre 1914 et 1918, 70 millions d'Occidentaux ont pris le chemin de la guerre, dont une bonne part n'ont quitté l'uniforme qu'en 1919-1920, en raison des contraintes lourdes de la démobilisation. La France mobilisera au total 8 500 000 soldats, l'Allemagne 13 250 000, la Grande-Bretagne 9 500 000, l'Autriche-Hongrie 9 000 000, l'Italie 5 600 000, la Russie 13 000 000, les Etats-Unis 3 800 000 (à partir de 1917). En France, certaines classes d'âge ont été mobilisées à 90 %. Mais même les pays les plus rétifs à l'obligation militaire y ont peu à peu consenti : la Grande-Bretagne recrute par conscription (alors qu'au début de la guerre, l'engagement était volontaire), à partir de janvier 1916 ; les Etats-Unis se mettent aussi à la conscription après leur entrée en guerre en avril 1917. Et ces millions de jeunes hommes partent s'entre-tuer sur les champs de bataille.

#### **1/ Chronologie de la guerre (1914-1917)**

*1915 : l'enlisement sur tous les fronts (anciens et nouveaux).* La guerre d'usure, reflet d'un échec stratégique complet des états-majors, durera jusqu'au printemps 1918. Sur le front occidental comme sur les autres, la percée est impossible. Evoquons cependant quelques faits marquants de la guerre jusqu'au début de l'année 1917. Les fronts se stabilisent dès la fin de l'année 1914. A l'Est, les Allemands ont repoussé une nouvelle fois les Russes à la bataille des lacs Mazure en septembre 1914 et combattent désormais en territoire polonais (Pologne alors intégrée à l'Empire russe). Dans les Balkans, l'Autriche-Hongrie connaît une avance moins rapide face aux Serbes, en dépit d'une invasion d'abord victorieuse. En 1915, les Allemands privilégient le front oriental pour les offensives (restant sur la défensive à l'Ouest), en Lituanie (février), en Galicie (mai-juin), et ils repoussent à nouveau les Russes jusqu'à la Berezina en septembre. Les Russes ont alors perdu en un an près d'un million d'hommes. Du côté français, l'état-major planifie des attaques importantes en Champagne (février), en Lorraine

(avril), dans l'Artois (mai-juin), mais sans grands résultats. Une seconde offensive en Champagne, appuyée par les Britanniques, en septembre-novembre 1915 est très coûteuse : 140 000 morts côté français, la moitié moins côté allemand. Les combats sont très violents entre Allemands et Britanniques dans les Flandres, mais rien ne bouge non plus. Dans une note, Joffre annonce une « longue période d'attitude défensive ». Dans l'intervalle, en mars 1915, est décidé un débarquement britannique dans les Dardanelles (avec un appoint français), dans les détroits du Bosphore, pour prendre à revers les puissances centrales et ouvrir un front à la frontière de l'Empire Ottoman et de la Bulgarie, pays allié aux puissances centrales et qui finira par entrer en guerre en octobre 1915. Il s'agit aussi de soutenir indirectement la Serbie, isolée. Et enfin d'empêcher la Grèce, dont le roi Constantin est germanophile, d'entrer en guerre aux côtés des puissances centrales. L'opération est organisée par Winston Churchill, alors 1<sup>er</sup> Lord de l'Amirauté (ministre de la marine). Mais c'est un échec, les Ottomans sont plus résistants que prévus. Le front s'enlise. Le débarquement de Gallipoli en avril 1915 est une boucherie pour les alliés, avec le sacrifice de régiments entiers de l'ANZAC (troupes australiennes et néo-zélandaises, faisant partie de l'Empire britannique). En octobre 1915, Français et Britanniques débarquent à Salonique pour soutenir directement la Serbie. Autre fait notable de l'année : l'Italie est entrée en guerre le 24 mai 1915. Les accords de Londres d'avril 1915 lui promettent les terres irrédentes d'Istrie, du Trentin et de la Dalmatie. S'ouvre un front alpin, en haute montagne, entre Italiens et Austro-hongrois.

*1916 : l'année des batailles titanesques.* En 1916, la logique de guerre d'usure perdure et la cruauté (tout comme l'absurdité) de la guerre continue : les offensives sont toujours plus ambitieuses, les batailles toujours plus titanesques et meurtrières, et toujours aucun résultat concret. Le 21 février, commence la bataille de Verdun, par une offensive massive planifiée par Falkenhayn et le Kronprinz (le prince impérial qui tient à jouer un rôle à la tête de ses troupes). On a pu dire que l'objectif de Falkenhayn était de « saigner à blanc l'armée française » mais, en réalité, ces propos ne sont pas de lui et viennent après-coup : l'objectif était plutôt une fulgurante percée sur un secteur demeuré jusqu'alors plutôt calme. Mais son échec, malgré un pilonnage d'artillerie de plusieurs heures qui étaient censé anéantir la défense française, transforme la bataille en une nouvelle manifestation de la guerre d'usure. L'état-major français fait de la défense de Verdun un enjeu capital : « ils ne passeront pas » est un mot prêté tantôt à Nivelle tantôt à Pétain, deux généraux investis dans la conduite de la bataille. La propagande reprend ces injonctions. La départementale qui relie Bar-le-Duc à Verdun, et qui apporte les hommes et le matériel, est surnommée par Maurice Barrès la « Voie sacrée ». En juin, l'armée allemande amorce un repli progressif : le front n'a guère bougé et 300 000 hommes sont tombés en quatre mois, la moitié dans chaque camp. La guerre se poursuit aussi sur les mers entre *Royal Navy* et *Kriegsmarine* : en mai 1916, a lieu la bataille navale du Jutland dont on ne sait pas vraiment qui l'a emporté : les Allemands coulent le plus de navires mais le choc fut tel qu'ils renoncent pour longtemps aux sorties en haute mer, d'où une victoire stratégique britannique. Le 1<sup>er</sup> juillet, sur le front occidental, débute une vaste offensive franco-britannique dans la Somme pour percer les lignes allemandes. Après trois mois d'offensive à outrance et meurtrière, c'est un nouvel échec. Au même moment, a lieu une grande offensive russe à l'est (commandée par le général Broussilov) : c'est là aussi un échec cuisant et humainement très coûteux. A l'automne 1916, la Roumanie entre

dans le conflit aux côtés de l'Entente, contre l'Autriche-Hongrie, mais elle rate son coup : elle est envahie en quelques semaines par Autriche-Hongrie et Bulgarie qui vont pouvoir se servir sur ses ressources en blé et en pétrole. En outre, au Proche Orient, les Britanniques prennent pied en Palestine et dans la péninsule arabique, encourageant les tribus arabes à se révolter contre leurs maîtres ottomans, ce qu'ils feront. A la fin de l'année, nouveaux changements dans les Etats-majors. En France, Joffre est remplacé par Nivelle ; en Allemagne, Hindenburg et Ludendorff, héros de Tannenberg, prennent la tête de l'armée allemande mais aussi du pouvoir civil désormais soumis aux militaires. Toutefois, les Empires centraux proposent des négociations de paix mais l'Allemagne pose comme principe qu'elle conserve ce qu'elle a conquis en 1914, ce qui est évidemment inaudible. La guerre continue.

*Un sanglant début d'année 1917.* L'année 1917 ne commence pas mieux : en janvier, l'Allemagne lance la « guerre sous-marine » à outrance. Tout navire allié ou neutre, commercial ou militaire, sera coulé par les *U-boots* dans l'Atlantique. Le but est d'asphyxier l'économie britannique. Mais cette stratégie extrême va déclencher l'entrée en guerre des Etats-Unis au printemps. La Russie entre en révolution en février mais reste dans le conflit sur le moment. En avril 1917, une nouvelle offensive française d'envergure est déclenchée sur le Chemin des Dames, sur le plateau de Craonne. C'est un nouveau désastre meurtrier. Le même scénario se reproduit comme depuis deux ans : les assauts se brisent sur les rafales de mitrailleuses et les fils de fer barbelés et aucune préparation d'artillerie ne parvient à détruire en intégralité le complexe et profond réseau de tranchées et les nids de mitrailleuses. Après ce nouveau fiasco, Nivelle est remplacé par Philippe Pétain, le héros de Verdun, qui adopte une posture attentiste : « j'attends les Américains et les chars ». A l'automne, la grande offensive britannique sur Ypres et Paschendaele (« 3<sup>ème</sup> bataille d'Ypres ») est aussi un désastre, malgré le plus grand déchainement d'artillerie de toute l'histoire de l'armée britannique. Mais, depuis trois ans désormais, à côté des grandes offensives, on pilonne et on tire également tous les jours sur la ligne de front, et on tente des mini-offensives d'une tranchée sur l'autre. Tout ceci est d'une violence extraordinaire.

## 2/ Analyse de la violence de guerre

*Historiographie.* La violence de guerre est un objet central dans le nouveau questionnement historiographique introduit dans les années 1990 par « l'école de Péronne », groupe d'historiens constitué autour du centre de recherche de l'histoire de Péronne (musée de la Grande Guerre, dans la Somme) : Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker... Ce qui frappe avec la Grande Guerre, c'est l'exposition des soldats, comme des civils, au déchainement d'une violence inouï dès les premiers jours du conflit : selon l'historien Jean-Jacques Becker, « la Seconde Guerre mondiale, mis à part qu'elle s'est déployée sur des espaces bien plus vastes, mis à part le coût extravagant des méthodes de combat surannées de l'armée soviétique, sur un plan strictement militaire, a été plutôt *moins violente* que la Première ». On n'a pas connu en 1939-1945, sauf en URSS et dans le Pacifique, ce niveau de violence et d'absurdité : la guerre de position où rien ne bouge sauf le compteur des morts qui ne cesse d'augmenter chaque jour, chaque heure, en raison des offensives ratées entre deux tranchées. La violence est extrême, que ce soit la violence anonyme du feu et de la destruction par les tirs

d'artillerie ou la violence plus primaire du nettoyage de tranchée au lance-flammes ou tout simplement au couteau.

*Ruptures dans l'art de la guerre.* La Grande Guerre est marquée par un certain nombre de ruptures dans l'art de la guerre, bien plus que les conflits de la fin du XIXe siècle comme la guerre de 1870. Au niveau de l'armement, la guerre est un laboratoire pour les armes nouvelles. Pour la première fois dans l'histoire des guerres, les 2/3 des soldats tombent du fait des blessures sur le champ de bataille - surtout liées à l'artillerie -, et non plus des maladies, comme ce sera le cas sur le front africain, seul front de la Première Guerre mondiale où les combats restent encore « traditionnels », avec des charges de cavalerie et une guerre de mouvement assez vive. Parmi les armements d'un type nouveau, ou ayant atteint un degré de perfectionnement sans précédent, on peut mentionner les mitrailleuses, les fusils-mitrailleurs, les mortiers, les mines, les grenades, les lance-flammes, l'arme chimique (gaz de combat utilisés pour la première fois dans les Flandres en 1915) et surtout l'artillerie qui cause le plus de dégâts et qui reste emblématique de la guerre avec les fameuses préparations d'artillerie qui pendant plusieurs heures précèdent les assauts de l'infanterie sur les positions ennemies. A partir de 1916 et de l'offensive de la Somme, la Grande Guerre devient clairement une guerre mécanique (comme en parlera le romancier et ancien combattant allemand Ernst Jünger dans *Orages d'acier* en 1920). Ces termes de « guerre mécanique » ou de « guerre de matériel », sont aussi ceux d'Hindenburg et de Ludendorff, lorsqu'ils visitent à la fin de l'année le champ de bataille de la Somme, jonché d'éclats de métal et de matériels abandonnés. Un symbole de ce tournant est l'apparition des premiers blindés, toujours dans la Somme en 1916, qui mettent définitivement fin à la tradition millénaire de la charge de cavalerie. Et de la tradition de la charge héroïque, haute en couleur, panachée s'appuyant sur une logique de virilisation exacerbée et de mise en scène ostentatoire du corps héroïque. Alors que le XXe siècle sera marqué, comme le constate Stéphane Audoin-Rouzeau, par une invisibilisation du corps du guerrier, qui s'enterre dans le sol, dans les tranchées, dans les ruines de la ville assiégée, et qui porte désormais des camouflages, autre innovation de la guerre. 14-18 marque donc la naissance de la guerre de matériel où, ce sera la supériorité de l'armement, au terme d'un éprouvant effort de mobilisation et de production industrielle, qui fera la différence.

*La fin du modèle occidental de la guerre.* En attendant, la guerre de position se réduit à rechercher des effets tactiques en tentant de percer la ligne de front en effectuant des « saignées à blanc » en utilisant toujours plus de matériel militaire et en mobilisant plus en plus de ressources humaines, en oubliant à terme l'objectif initial qui était de prendre un emplacement stratégique, et en y substituant peu à peu celui de détruire le plus possible de divisions adversaires sur le champ de bataille. On assiste alors à des batailles titanesques, mais sans victoire, où l'on sacrifie parfois jusqu'à 10 000 hommes (!) pour prendre simplement un village (d'ailleurs totalement détruit par les combats) ou une crête, ce qui rend absurde la mission, vu l'ampleur du sacrifice humain qui a été nécessaire à sa réalisation. Les moments de violence paroxystiques s'allongent également dans le temps de façon spectaculaire : la Première Guerre mondiale met fin au « modèle occidental de la guerre » selon l'historien américain Victor Davis Hanson dans *Le modèle occidental de la guerre* (1990) : l'auteur y démontre qu'il y a toute une conception particulière de la guerre qui naît au Ve siècle avant JC sur les champs



de bataille de Grèce, entre les différentes cités grecques. Cette conception repose sur l'idée de choc frontal, massif, entre deux armées constituées en bloc (modèle hoplitique : avec des formations serrées, concentrées et très structurées d'hoplites ; de fantassins), qui se rencontrent sur une plaine, en rase campagne, parfois à proximité d'une ville, mais sur un terrain vierge, et il y a une sorte de contrat tacite qui veut que la bataille fixe le sens de la guerre : tout se joue dans le moment du choc frontal, en une journée, ou en quelques jours maximum, et l'issue du choc définit un vainqueur et un vaincu, clairement authentifiés, et une bataille décisive peut mener à la fin de la guerre et à l'établissement de conventions ou de traités de paix. Ce modèle se retrouve dans toute l'histoire de l'Occident, à Bouvines en 1214, à Azincourt en 1415, etc. Son apogée se trouve avec les guerres napoléoniennes du début du XIXe siècle, où l'on retrouve, de façon démesurée, à Austerlitz comme à Waterloo, à Iéna comme à Leipzig, l'idée de choc frontal et de « bataille décisive ». Celle-ci est presque complètement absente de 1914-1918 (hormis quelques-unes, « exceptionnelles » : la Marne, Tannenberg, Caporetto en 1917...). La bataille de la Somme dure plus de 5 mois, Gallipoli (Orient) dure plus de 8 mois, Verdun 4 à 6 mois environ, la 3<sup>ème</sup> bataille d'Ypres en 1917, 4 mois. Et au final, on cesse de se battre parce qu'aucune percée n'a été possible, et les états-majors belligérants se mettent à planifier la prochaine bataille sur un autre segment des immenses lignes de front, sans que sur le terrain on puisse distinguer un vainqueur ou un perdant. Qui a gagné la Somme ? Personne. Qui a gagné à Verdun ? Les Français, dira la propagande. Mais sur le terrain, les choses sont floues : on a tenu plus que gagné... On assiste ainsi à « la mort des batailles » (Audoin-Rouzeau) : celles-ci se transforment en une série de sièges en rase campagne : ces « sièges » laissent les lieux d'affrontements entièrement stérilisés, et détruits sur des milliers de km<sup>2</sup>. Et l'on peut dire, avec Annette Becker, que la bataille au sens traditionnel « meurt finalement de sa propre violence » : c'est la force du bombardement qui, en bouleversant le terrain de fond en comble, interdit ou rend extrêmement difficile le déplacement vers l'avant de l'artillerie, soutien indispensable à l'avance des fantassins.

*Des hécatombes vertigineuses.* Une autre manière de souligner la barbarie et l'absurdité de la Grande Guerre est de donner des chiffres de victimes. Rappel : Steg et le 22 août 1914 : 27 000 morts du côté français ; Verdun : 300 000 morts en 4 mois. Le premier jour de la bataille de la Somme, le 1<sup>er</sup> juillet 1916, dans les premières heures de l'assaut britannique : on relève 20 000 morts et 40 000 blessés. Au total pendant l'été, entre juillet et novembre 1916, on relève un million de morts, tous camps cumulés. On meurt de ses blessures, parfois en agonisant dans la boue sans secours car on tire sur les brancardiers qui doivent aller chercher les blessés. L'offensive française du Chemin des Dames au printemps 1917 fait 190 000 morts en deux mois de combats. La bataille de Paschendaele en août-novembre 1917 fait 250 000 morts britanniques et 260 000 morts allemands. Autre exemple de choc incroyable : l'explosion de la crête de Messines en Belgique en juin 1917 par les Britanniques afin de faire sauter les lignes ennemies et le village tenu par les Allemands. 450 tonnes d'explosifs sont déposés pendant plusieurs jours dans des galeries souterraines creusées en dessous des positions allemandes. La mise à feu se fait le 7 juin 1917 après trois heures de préparation d'artillerie où l'on tire 3 millions et demi d'obus.... L'explosion est si forte que les vitres tremblent à Lille, à 30km, et certains disent même à Londres (c'est en tous cas ce rapport le Premier ministre Lloyd George). Elle provoque en une seconde 10 000

morts allemands. Et un gigantesque cratère qui bouleverse la géologie de la région pour plusieurs milliers d'années, comme s'en vantent les généraux britanniques ! Après une semaine d'assaut britannique : on relève 10 000 morts allemands de plus, 17 000 morts britanniques. Puis vient le repli parce que le front n'a pas bougé...

### 3/ Controverse historiographique sur la culture de guerre

*L'école de Péronne et la culture de guerre.* Pour expliquer cette horreur et la poursuite de la guerre, il faut alors introduire la notion de culture de guerre. Pour Audoin-Rouzeau et Becker, la violence extrême donne naissance à une véritable culture de guerre, qui après en retour explique le maintien de la violence, comme un phénomène auto-entretenu. Dans *14-18, retrouver la guerre* (2000), les auteurs définissent cette culture comme un « système de représentations négatives de l'ennemi, caractérisé par la haine et la rage exterminatrice ». Elle fait des soldats des assassins volontaires, prenant plaisir à tuer l'ennemi, recherchant le plaisir de tuer dans la confrontation à l'autre sur le champ de bataille et dans les tranchées. Devenus des assassins professionnels, les soldats sont revenus ensuite du front traumatisés et incapables de revenir à la vie civile. Pour ces historiens, la brutalisation explique les malheurs de l'Europe dans l'entre-deux-guerres : la tentation de la guerre civile dans plusieurs pays, l'émergence du fascisme qui considère que l'éthique du guerrier est une éthique de vie... Ils reprennent en fait une intuition de l'historien américain George L. Mosse en 1990 (*De la Grande Guerre aux totalitarismes ; la brutalisation des sociétés européennes*). Selon lui, la brutalité de l'expérience de guerre aurait profondément marqué les anciens combattants. On commémore les morts et les souffrances dans tous les discours politiques, la guerre devient une référence clef de tous les discours. Pour les auteurs de « l'histoire de Péronne » qui vont plus loin que Mosse et donnent au concept de « brutalisation » une autre portée, les soldats ont été transformés, par la violence extrême de la Grande Guerre (guerre industrielle, mort de masse lors d'affrontements cataclysmiques, nettoyage de tranchées...), en assassins assumés. De retour à la vie civile, ils n'ont pu abandonner ce qui était devenu l'essence même de leur vie : combattre et tuer. La violence de guerre a alors été réinjectée dans la vie civile et politique, et le totalitarisme (nazi par exemple).

*Cruauté de la violence interpersonnelle.* Pour les historiens de l'école de Péronne, l'étude culturelle de la violence de guerre débouche sur une approche quasi-psychanalytique : la guerre a libéré une sorte de « pulsion de mort » (Freud) collective. Beaucoup de témoignages d'anciens combattants peuvent abonder en ce sens (cf poly). Une forme de violence particulièrement étudiée par ces historiens est le « nettoyage tranchée », tactique de guerre qui consiste par prendre par surprise par petit groupe la tranchée ennemie, après un assaut (pour ceux qui arrivent à toucher la tranchée adverse), ou en pleine nuit, pour s'emparer d'une ligne ennemie en liquidant (à l'arme blanche ou à l'armée à feu, voire à la grenade ou au lance-flamme) tous ses occupants. Le nettoyage de tranchée est un tabou de la Grande Guerre : l'armée française n'a jamais créé officiellement d'unités de nettoyeurs de tranchées. Mais dans les faits, elles se constituent. Ce sont des volontaires (ce sur quoi insistent les partisans de la culture de guerre) qui partent en éclaireur pour détruire la tranchée d'en face, formant des unités en dehors de l'armée régulière. Si l'armée ne reconnaît pas officiellement ce genre d'activité guerrière, on fait néanmoins distribuer des armes de toutes sortes et les chefs de régiments reconnaissent ces

pratiques sans problèmes. Dans l'argot des tranchées, on les appelle les « ziguouilleurs » (le verbe « zigouiller » fait partie de l'argot des tranchées : vocabulaire de paysans de l'Ouest évoquant la mort du cochon au « zic-zic »/couteau). Dans l'armée allemande, les nettoyeurs de tranchée ont une existence plus officielle : ce sont les « troupes de chocs » ou *Sturmtruppen* créées fin 1915. Ces soldats volontaires avaient pour mission d'aller, en opérations commando, s'emparer de la tranchée adverse et d'ouvrir la voie (dégagement des barbelés, « neutralisation » des soldats adverses) à un assaut futur de l'infanterie. Leur emploi s'est généralisé à partir de 1916 après la bataille de la Somme. La guerre d'usure a renforcé le poids des groupes d'infanterie, reconnaissant l'autonomie des chefs de compagnie et des soldats en mission. Selon l'historien allemand Michael Geyer, ce processus de déconcentration tactique conduit au « remplacement d'une structure de contrôle hiérarchique sur les hommes par une organisation fonctionnelle de la violence ». C'est la fin d'une tradition de la charge frontale au profit de la naissance de petites missions subversives, de l'embuscade, de l'art du camouflage. L'armement lui-même n'est pas toujours réglementaire : pelles, couteau, arme contondante « fait maison ». On notera enfin que l'encadrement régulier dans l'armée se dissout sur le champ de bataille et que les groupes se ressoudent autour de petites escouades réunies autour du chef (pas forcément le plus gradé, mais celui qui a le plus l'expérience du feu). Ceci a une conséquence « politique » : le chef de guerre devient une figure du bon commandement. Hitler ou Mussolini fonderont leur légitimité sur la figure du vétéran ; du soldat expérimenté, ce qui fait mouche politiquement dans des sociétés peuplées de millions d'anciens combattants après 1918.

*Les critiques de la thèse de la brutalisation.* Mais certains historiens sont critiques et considèrent qu'il y a des limites à l'utilisation du concept de brutalisation, à l'image d'Antoine Prost qui y a consacré un important article en 2004 (dans la revue *Vingtième Siècle* : « Les limites de la brutalisation : tuer sur le front occidental, 1914-1918 »). Il rappelle qu'il existe fort peu de témoignages de combattants reconnaissant avoir tué : faut-il y voir le signe d'un refoulement très important sur une violence qui a pourtant été consentie avec ferveur quasi-religieuse et patriotique, comme le disent les historiens de « l'école de Péronne » ? Pour Prost, cela relève de la surinterprétation caractéristique de cette école historiographique. Autre limite : la nature même de la guerre industrielle où l'artillerie joue un rôle déterminant. Le matériel industriel de guerre met une distance entre les combattants et limite considérablement les faces à faces. Les occasions de tuer n'étaient finalement pas si fréquentes, sauf lors de circonstances inopinées, et alors à ce moment c'est plus le réflexe de survie qui prime que l'envie de tuer. Prost réévalue donc la dimension de la mort anonyme propre à la guerre industrielle : on ne prend pas plaisir à tuer, parce que l'on ne voit pas concrètement qui l'on tue, on ne sait même pas que l'on tue. Les artilleurs qui tirent des salves de canons pendant plusieurs heures ne voient absolument pas ce que leurs obus déchiquètent quelques centaines de mètres ou quelques kms plus loin. Ensuite, lors des tirs entre tranchées, on ne voit que des ombres, qui s'affaissent, qui se relèvent, qui ne se révèlent plus, on ne se rend pas compte de la portée de son geste. Même l'assaut se fait dans des conditions telles que l'on ne voit pas toujours l'adversaire : dans le feu de l'action, on coure, on lui balances des grenades depuis les trous d'obus ou les boyaux dans lesquels on est tombé pendant la course, on se fait sauter, on se lance des bombes : Prost cite ainsi le témoignage d'Anatole Castex, ancien soldat : « c'est une guerre d'apaches, on se guette comme on guette un

lapin à l'affût, on se fait sauter, on se tue sans se voir, on est à quarante mètres et on ne se voit pas. Nous sommes devenus des bandits ».

*Querelles « de tranchée » entre historiens.* On en arrive donc au final à deux interprétations totalement différentes de la violence de guerre. Pour Becker et Audoin-Rouzeau, la Grande Guerre a provoqué une libération d'instincts censurés par la société et la civilisation, elle a conduit au retour à la vie sauvage, à réveiller la bête qui sommeille en nous. Face à cette école, des historiens comme ceux du CRID 14-18 (Collectif de recherche international et de débat sur 1914-1918), Frédéric Rousseau, Nicolas Offenstadt, Rémy Cazals, André Loez dénoncent cette approche et considèrent que les soldats ont tué parce qu'ils étaient contraints. Aller combattre faisait partie du devoir, la désertion était passible de la cour martiale et de la condamnation à mort. Au début de la guerre, les officiers ont d'ailleurs encore le droit de vie et de mort sur leurs hommes et peuvent les abattre sur le champ, en cas de veulerie. Par ailleurs, un épais cordon de gendarmerie a été mis en place à quelques km à l'arrière du front pour récupérer les fuyards. Pour Prost ou pour le CRID, au contraire, les soldats ne supportent pas cette injonction à tuer et mettent en place des stratégies de contournement. Un historien britannique, Tony Ashworth, parle par exemple de « Live and live system » : il désigne par ce concept l'ensemble des pratiques qui permettent, sur le front entre combattants de deux armées adverses, de réduire et de ritualiser la violence, à travers des avertissements et des habitudes partagées comme l'établissement d'horaires réguliers pour les tirs, qui rendent ceux-ci inoffensifs. Une communication minimale entre les tranchées ennemies est la condition de possibilité de ce système. Quand elle a lieu, le système se fonde sur une réciprocité des actes de bienveillance ou d'agression. On a parfois des phénomènes de trêve et de fraternisation spontanée, mais temporaire, comme la trêve de Noël de décembre 1914. Enfin, pour Prost, « la brutalisation définie par la levée de l'interdit de tuer et la libération des instincts meurtriers n'a pu concerner qu'une très petite minorité ». Les nettoyeurs de tranchée sont souvent des voyous ou d'anciens détenus dans la vie civile. Les soldats qui expriment l'envie de « tuer du boche » sont aussi souvent de jeunes soldats fraîchement arrivés au front : ils sont une culture de l'Arrière où la propagande est permanente et ils la perdent rapidement quand ils découvrent la réalité des combats.

*La guerre perçue comme une grande croisade ?* L'Arrière est soumis à une propagande de guerre, qui mobilise également des idées religieuses. La propagande repose sur une conception binaire de la guerre : Droit versus Barbarie, et surtout Bien contre le Mal. La question du consentement divise aussi les écoles historiographiques. Pour les historiens de l'école de Péronne, les populations sont tellement imprégnées de culture de guerre et de haine qu'elles ont consenti à la guerre qui pourtant a été sanguinaire avec des tueries de masse dès le départ. Les populations ont vécu la guerre comme une croisade. Elle a réveillé des espoirs millénaristes, comme le montrent certains écrits d'anciens combattants. Du côté allemand, Stéphane Audoin-Rouzeau va jusqu'à écrire que « le totalitarisme [nazi] a été une réponse au millénarisme déçu de la Grande Guerre ». Du côté français, on peut citer un exemple de ferveur et d'exaltation religieuse à l'Arrière : l'histoire de Claire Ferchaud. Cette paysanne de Vendée a une apparition fin 1916 : le Christ lui donne un message à

porter au président Poincaré ... qui la reçoit le 16 janvier 1917. Le Christ accorderait la victoire à la France, mais à plusieurs conditions : il faut combattre la franc-maçonnerie, faire broder le sacré cœur du Christ sur tous les drapeaux français, abroger la loi de Séparation de 1905.... Poincaré ne donne pas suite... Claire Ferchaud ne décourage pas et écrit aux généraux qui, lui répondent pour certains, mais ne l'écoutent guère plus. Elle fait cependant des émules dans la population. Pour les historiens du CRID, les Français sont victimes de la propagande. Ils ne connaissent rien du front : il est facile de cautionner la guerre quand on ne la voit pas de près. Le consentement et l'esprit de croisade viennent de la contrainte, de la censure et du bourrage de crâne. Certains articles de presse en 1914 expliquaient que les balles modernes faisaient moins de dégâts que dans les guerres anciennes (avec des blessures « propres »...). Mais ensuite l'Union sacrée et le consentement se délitent en France comme ailleurs progressivement, à mesure que la guerre continue, qu'on commence à avoir des témoignages, des récits, des images, et que des centaines de milliers de familles sont frappées par le deuil...

## **B/ L'implication des populations civiles dans la guerre**

### **1/ Parenthèse historiographique sur le concept de guerre totale**

*Origines du terme.* L'expression désigne un conflit armé qui mobilise toutes les ressources et forces disponibles d'un Etat, tant la population que l'économie ou le moral des hommes. La guerre n'est plus seulement l'affaire des soldats mais aussi des populations civiles. D'où vient la guerre totale ? Le concept fait l'objet d'une généalogie rétrospective. Guerre totale est une expression que l'on trouve dans la bouche de Joseph Goebbels ministre de la propagande du III<sup>e</sup> Reich. Le 18 février 1943, dans un discours violent au Palais des Sports de Berlin, Goebbels appelle explicitement à la « guerre totale ». Le moral des Allemands est à ce moment-là en train de fléchir : la guerre s'éternise sans apporter de victoire décisive, les bombardements anglo-américains sur l'Allemagne s'intensifient. Il faut se remobiliser et s'impliquer comme un seul homme dans le conflit. Après 1945, les historiens ont considéré que la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale était la seule véritable « guerre totale » de l'histoire et que 1914-1918 restaient une guerre (certes meurtrière) de militaires. Mais une nouvelle génération d'historiens a redécouvert dans les années 1990 (Stéphane Audoin-Rouzeau, Anette Becker) le caractère « total » de la Grande Guerre. Les civils n'ont pas été épargnés du tout, comme nous allons le voir plus bas. L'expression de « guerre totale » se retrouve en fait dans un ouvrage de 1937 écrit par Erich Ludendorff qui était chef d'Etat-major allemand en 1916-1918 : « le monde entier assistait à la guerre des peuples » écrit-il à propos de son expérience de guerre.

*Aux origines historiques de cette forme de guerre.* Aujourd'hui, les historiens remontent encore en arrière pour traquer les origines de la guerre totale. On peut remonter très loin, comme le fait Jean-Yves Guimar dans *L'invention de la guerre totale* en 2004. Les premiers éléments annonciateurs de la guerre totale apparaissent lors de la Révolution française et des guerres qui sont menées en son nom. Pour la première fois dans l'histoire occidentale un lien qui est noué entre la lutte idéologique et la guerre nationale : des chefs comme Robespierre appellent par exemple à « anéantir, exterminer, détruire définitivement l'ennemi ». Pour ce faire, il faut lever

en masse des combattants chez les civils, comme la levée de 300 000 hommes en 1793. C'est discutable (en plus Robespierre était le moins belliciste des révolutionnaires, implacable contre les ennemis de l'intérieur, mais frileux en matière de guerre extérieure). Les discours des révolutionnaires de 1793 reposaient sur une logique de surenchère verbale, il n'empêche que la Révolution Française apparaît comme une étape décisive vers la logique de « totalisation » de la guerre, et vers une nouvelle définition de la notion d'ennemi qu'il faut détruire. Ce poids plus important du politique et de l'idéologique a bien été souligné par celui qui est considéré comme le grand penseur de la guerre au XIXe siècle : le Prussien Carl von Clausewitz qui rédige entre 1816 et 1830 *De la Guerre*, où l'on trouve la célèbre formule « la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens ». Mais il élabore une théorie de la guerre finalement classique : les combats reposent un choc frontal entre deux armées (il a lui-même observé les batailles napoléoniennes) et la guerre n'est pas une fin en soi. En ce sens, la guerre « absolue » est toujours quelque chose d'évitée ; d'empêché par le politique. Toute agression violente et illimitée est dangereuse. Or la guerre totale fait sauter ces garde-fous. La « guerre absolue » a pu être retrouvée dans la guerre jusqu'au-boutiste de la Triple-Alliance entre Brésil-Argentine-Uruguay et Paraguay en 1864-1870 (le Paraguay perd 60% de sa population, mobilisée jusqu'aux enfants !), dans la guerre de Sécession (1861-1865, cf analyses chapitre 2 dans la comparaison avec la guerre franco-prussienne de 1870, plus classique), dans la guerre russo-japonaise de 1904-1905 ou encore dans les guerres balkaniques de 1912-1913. Mais rien de comparable avec la grande saignée de 1914-1918.

## 2/ Les civils : des victimes de la totalisation du conflit

*Propagande de guerre sur les « atrocités allemandes ».* La propagande est omniprésente à l'Arrière et elle se nourrit du récit des exactions commises par l'ennemi. Dès le début du conflit, chez les alliés de la Triple-Entente, on met en avant les « atrocités allemandes » en Belgique à l'été 1914. Dans le Nord de la France (et en Belgique), se diffuse le même le « mythe des mains coupées » : on rapporte que les Allemands coupaient les mains des petits enfants. On y a cru dur comme fer pendant tout le conflit. Et en 1919, force est de constater que ce n'était qu'une rumeur... Le travail des historiens anglo-saxons montre que ce thème permet à l'opinion belge d'affronter, en la déplaçant vers l'ennemi, la brutalité de sa propre politique coloniale, des mains ayant effectivement été coupées en punition, mais au Congo en 1903-1908. Le Congo belge avait la particularité d'être la « propriété personnelle » du roi Léopold II jusqu'en 1908 où il passe sous contrôle de l'Etat belge. Les clichés d'indigènes aux mains coupées ont scandalisé l'opinion publique européenne, ce qui explique l'association automatique faite dans l'imaginaire collectif entre barbarie (dénoncée chez l'ennemi) et mains coupées, en Belgique comme ailleurs. Ce mythe fait partie des « fausses nouvelles » de la guerre pour le dire avec l'historien Marc Bloch, contemporain des faits. Mais il y a aussi des faits réels qui fondent les accusations en barbarie : la cathédrale de Reims est détruite par les bombardements en septembre 1914, et des civils ont été massacrés lors de l'invasion. Des photos et des dessins circulent sur cartes postales durant tout le conflit. Des maisons individuelles brûlent aussi. Dès 1915, le compositeur Claude Debussy écrit un chant : « Le Noël des enfants qui n'ont plus de maisons ». Dont les paroles sont : « Nous n'avons plus de maisons ! Les ennemis ont tout pris,

tout pris, tout pris, jusqu'à notre petit lit ! Ils ont brûlé l'école et notre maître aussi, ils ont brûlé l'église et monsieur Jésus-Christ, et le vieux pauvre qui n'a pas pu s'en aller ! Nous n'avons plus de maisons ! ... ».

*Terreur contre les populations civiles en zone occupée.* Dans les territoires occupés du Nord-Est de la France, des exactions sont sciemment commises sur les civils. Le général allemand Hartmann déclare en 1915 : « Que des particuliers soient astreints durement, quand on fait sur eux un exemple destiné à servir d'avertissement, cela est assurément déplorable. Mais quand la guerre nationale a éclaté, le terrorisme devient un principe militairement nécessaire ». Les populations du Nord-Est sont donc soumises aux réquisitions, humiliations, terreur, représailles, déplacements forcés, mobilisation dans les usines d'armement, utilisation de boucliers humains sur la ligne de front. Les Allemands obligent les populations du Nord à travailler : ce sont les « brassards rouges », bataillons de travailleurs civils employés à des travaux de terrassement ou d'aménagement du front. Ils sont chargés de réparer les routes bombardées ou d'enterrer les corps près du front. Leur présence permet de dissuader les Français de bombarder. En outre, certaines déportations de population se doublent d'un objectif d'humiliation : comme la déportation de plusieurs centaines de femmes et de jeunes filles de Lille à la Pâques 1916, vers l'Allemagne ou la Belgique occupée, pour œuvrer dans les usines d'armement, sous peine de mitraillage collectifs. Annette Becker a étudié tout cela dans l'ouvrage *Oubliés de la Grande Guerre* (1999).

*Destruction des infrastructures civiles.* On note aussi des opérations de « destruction systématique » des infrastructures civiles (outrepassant le simple objectif militaire), comme l'opération Alberich en février 1917, une sorte de déchainement de fureur quasi irrationnel : les Allemands opèrent un repli stratégique de grande ampleur, dans le but de pratiquer une défense en profondeur, en se repliant sur une ligne puissamment fortifiée – la ligne Hindenbourg / Siegfried. Ils libèrent ainsi une partie de la Somme. Les populations sont déplacées, le matériel emmené mais tout le reste est détruit : les villages sont incendiés, les caves et les derniers pans de murs des bâtiments pouvant servir de cantonnements rudimentaires sont démolis, le saccage des installations sanitaires est systématique (puits, citernes, fontaines souillées par des produits chimiques), le réseau électrique, les installations ferroviaires, les routes sont anéanties, des mines à retardement sont placées sous les ouvrages d'art. Certaines régions sont artificiellement inondées. Les arbres sont abattus sur les routes, dans les vergers et cimetières. Les monuments historiques sont dynamités. Les populations locales sont traumatisées, à en juger leurs témoignages : « ils ont même coupé les arbres ».... Des milliers de personnes avaient fui l'avancée allemande en 1914. En 1919, quand elles reviennent chez elles : elles s'aperçoivent que leur maison a brûlé... En France, les dommages de guerre sont tels, que pour la première fois, l'Etat est obligé après-guerre, de poser le principe d'une indemnisation. C'est une idée de l'ingénieur Léon Franc qui le plaide dès l'automne 1914. Après-guerre, la loi du 17 avril 1919, appelée « Charte des sinistrés », met en place un système d'indemnisation pour ces familles du Nord ou de la Picardie qui n'ont plus rien. Parallèlement à cela, commence l'ère des bombardements aériens de villes, sinistre réalité de la guerre au XXe siècle. Les avions, encore très légers, servent certes surtout à la reconnaissance aérienne et aux combats aériens des « as » qui miment les joutes chevaleresques d'autrefois : avec des pilotes d'exception comme Manfred von Richthofen dit le « baron rouge »

(mort en 1918) ou le Français Georges Guynemer (mort en 1917). Cependant, en 1918, sont mis au point les premiers bombardiers à réaction qui vont bombarder l'Angleterre ou les villes de la Ruhr. Mais le bombardement de ville peut se faire à coups de canon. Comme les obus qui tombent sur Paris au printemps 1918 qui viennent des *Parizer Kanonen* qui pouvaient atteindre une cible à 120km de distance. On trouve des descriptions de ces bombardements dans *La recherche du temps perdu* de Proust : c'est un choc pour les Parisiens, juste après une campagne de bombardement de la ville par les bombardiers Gotha. Les Allemands utilisent aussi dès 1914 des zeppelins (dirigeables), mais assez peu maniables, pour bombarder Paris. Pour tromper les dirigeables qui se déplacent la nuit et très haut dans le ciel, des décors répliquant Paris en partie sont même construits en 1917 à l'Ouest et dans le Nord de la capitale !

*Le Blocus des Alliés sur l'Allemagne.* S'en prendre délibérément aux civils est donc une innovation de la stratégie de guerre : les civils sont des objectifs et plus des « dommages collatéraux » ; les exactions sont planifiées en haut lieu et l'emploi de la Terreur contre des civils parfaitement réfléchi. Par les Puissances centrales comme par la Triple-Entente. Prenons du recul au-delà du front français : les Alliés décident dès le début de la guerre d'une véritable asphyxie du peuple allemand, avec un Blocus maritime mis en œuvre par la *Royal Navy*. Dès 1915, les importations allemandes chutent de 50% or le pays était très dépendant des importations, y compris alimentaires. Les maladies liées à la malnutrition augmentent considérablement : typhus, dysenterie, scorbut.... On estime à 700 000 morts environ les victimes de la malnutrition. L'hiver 1916-17 est surnommé « l'hiver des rutabagas » (sorte de gros navet) : c'est tout ce que l'on trouve sur les marchés. Ce moyen de pression économique est une contrainte qui accélère la décomposition de l'arrière et l'effondrement du pays en 1918. C'est aussi un traumatisme sur le long terme : Hitler s'en souviendra et fera tout au début de la Seconde Guerre mondiale pour ménager l'Arrière, pour éviter que ne se reproduire le scénario du Blocus (et de la prise en étau de l'Allemagne entre deux fronts), en vain.

*Un génocide au Proche-Orient.* La Grande Guerre apparaît comme un laboratoire de nouvelles formes de violence de guerre et de violence de masse au XXe siècle. Le premier génocide officiellement reconnu du XXe siècle aura également lieu au printemps 1915 : sur l'ordre d'extermination décrété par le Grand Vizir Talaat Pacha, dans l'empire Ottoman, les Arméniens sont déportés et exterminés (1 million de morts), soupçonnés d'être une 5<sup>ème</sup> colonne agissant pour le compte des Russes. Nous en reparlons en KS.

## **C/ Races et racisme pendant le conflit**

### **1/ Une culture de guerre imprégnée de notions racistes et eugénistes.**

*Le racisme dans la culture de guerre.* Mais une certaine forme de regard raciste et « exterminateur » sur la population ennemie peut également être observée sur le front occidental, faisant là aussi l'objet d'une controverse entre école de Péronne et CRID, pour simplifier le débat historiographique. Certains textes produits par les scientifiques sont assez édifiants comme le discours que tient dans une conférence le docteur Edgar Bérillon, le 4 février 1917 à Paris, sur « la psychologie de la race allemande » : les Allemands seraient une race naturellement inférieure et ils sentent mauvais naturellement ! D'autres déclarations ou textes du même



genre permettent de faire le lien entre médecine, hygiénisme, eugénisme et logique de guerre : les sciences sont mises au service de la lutte contre l'ennemi. L'Ecole de Péronne s'appuie sur ce genre de documents pour montrer qu'une dimension raciale a existé pendant la guerre 1914-1918, qu'elle explique la violence extrême (comme pour la Seconde Guerre mondiale 25 ans plus tard) et qu'elle participe de la logique de totalisation du conflit. La lecture scientifique de l'affrontement fait partie intégrante de la culture de guerre. Mais attention toutefois, disent les historiens de l'autre camp, comme Antoine Prost, à ne pas systématiser et généraliser cet angle d'approche et étendre cet imaginaire médical et hygiéniste aux représentations dominantes de la société en général. Il est vrai que les détenus des camps de prisonniers sont scrutés par les médecins qui procèdent à des études anthropomorphiques censées conclure à la bassesse et à la dégénérescence des corps de l'ennemi. C'est particulièrement vrai en Allemagne : à partir des camps de prisonniers, circulent des clichés montrant des prisonniers russes, asiatiques (troupes multiethniques de l'armée tsariste) et africains (armée française) : ces personnages sont montrés pour faire peur, rappeler aux Allemands que le monde entier est ligué contre eux, que l'encerclement mènera à la ruine de leur civilisation. Ce qui s'inscrit dans le contexte des accusations de barbarie que l'on porte en permanence à l'ennemi. On sent bien l'héritage des courants de pensée de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle: le social-darwinisme et la théorie de la « dégénérescence », avec l'idée de prédispositions de l'individu. De nombreux médecins sont aussi eugénistes, membres de la Société française d'eugénisme (créée en 1912). Enfin, du côté français, on notera, parmi les « fausses nouvelles » qui circulent, l'idée que des médecins allemands procéderaient à l'inoculation volontaire de la tuberculose sur les prisonniers dans un but exterminateur, pour contaminer ensuite la population française. En réalité, sont les conditions d'hygiène déplorables qui expliquent le développement de la tuberculose dans les camps allemands, mais ce fantasme permet de donner un sens à la situation endurée par la France. Le docteur Letulle dira que le plus redoutable allié de l'Allemagne, c'est le « Bacille tuberculeux ».

*Des violences raciales sur le front ?* Revenons un temps sur le front. Le racisme a-t-il été un facteur explicatif de la violence ? Là aussi il y a débat. Pour les partisans de la culture de guerre, l'ennemi est perçu comme racialement inférieur et explique la rage à son encontre. Pour Prost, sur le front occidental, au contraire, la distance ethnique et culturelle entre les adversaires n'était absolument pas forte en 1914-1918, à la différence de la guerre du Pacifique (pendant la Seconde Guerre mondiale) et de la guerre du Vietnam qui étaient, selon lui, beaucoup plus sordides sur le plan des violences raciales de guerre. « Ni en nombre, ni en intensité, les témoignages de la Grande Guerre n'atteignent le niveau de violence des deux autres » (cf article cité plus haut). En 1914-1918, sur le front de l'Ouest, des chrétiens se battent entre eux, issus d'une même population européenne. On ne dispose pas de témoignages de soldats français qui auraient mutilé volontairement des dépouilles de soldats allemands et réciproquement : au contraire, on a souvent des témoignages de soldats qui improvisaient des sortes de tombes, avec des croix de bois pour les camarades tombés mais aussi pour les corps ennemis tombés entre leurs mains. Tandis que pendant la guerre du Vietnam, on ne compte plus les témoignages de soldats américains qui se faisaient des colliers d'oreilles avec les Vietcongs.... Sur d'autres fronts de la Grande Guerre en revanche, le racisme peut expliquer certaines formes de violence, comme dans les

Balkans où les villages serbes sont anéantis par l'armée des Habsbourg. Pour les Austro-Hongrois, les Slaves des Balkans sont une race inférieure. Ce qui correspond à la vision des conseillers du comte Berchtold en 1914 : faire la guerre à un peuple de sous-hommes pour revitaliser l'empire. D'où les atteintes aux corps, mutilations et tortures que l'on va constater en Serbie, dans tous les rapports humanitaires d'après-guerre.

*La « Honte noire ».* Quant aux Allemands, s'ils font preuve de racisme, c'est à l'encontre des troupes noires de l'armée française. Ils orchestrent même une campagne « négrophobe » : les Allemands n'ont pas mobilisé en Europe leur supplétifs indigènes et ont au contraire reproché à la France l'emploi de troupes noires sur le sol européen. Les autorités allemandes sont allées jusqu'à soumettre en janvier 1916 un mémoire sur « la violation des droits des gens par la France et l'Angleterre par l'emploi de troupes de couleur sur le théâtre de la guerre en Europe » à la Croix-Rouge (dont le siège est en Suisse neutre) afin de faire interdire cette pratique jugée barbare et déloyale ! Ils incriminent aussi bien les soldats d'Afrique noire, qu'ils pensent être cannibales, que les « Turcos » (tirailleurs algériens) accusés de pratiques barbares. Ils font de même en écrivant au Vatican. En vain, naturellement.

## **2/ La mobilisation de la « force noire »**

*La théorie des « races guerrières ».* A partir des années 1890, au sein du monde colonial, il est fréquent de croiser les expressions de « races guerrières » et « races non guerrières ». Venu du monde anglo-saxon (*martial race*) qui l'applique en Inde (pour les Sikhs ou les Gurkhas du Népal) et en Nouvelle-Zélande (pour les Maoris), le concept de « race guerrière » arrive en Afrique. Plusieurs Britanniques prêtent aussi des qualités guerrières aux hommes du continent. Les Français, sans aller aussi loin que leurs voisins d'outre-Manche dans la théorie, en adoptent aussi l'idée. En Afrique occidentale, les ethnies les plus représentées sont les Bambaras, les Wolofs et les Toucouleurs. Chaque officier attribue aux différentes ethnies des vertus et des défauts en fonction de son expérience. Ainsi, pour le capitaine Hippolyte Marceau, dans *Le Tirailleur soudanais* en 1911, les Wolofs sont les « plus civilisés », car ils ont les contacts les plus anciens avec les Européens. Toutefois, cette proximité les aurait adoucis, rendus orgueilleux et leur aurait fait perdre leur instinct guerrier. Le Wolof serait donc devenu un « nègre des Droits de l'homme » selon Marceau. Viennent ensuite les Toucouleurs, qui ont surtout été des adversaires lors des différentes étapes de la conquête. Musulmans plus radicaux selon le même auteur, ils se démarquent par leur indiscipline, bien qu'ils soient d'authentiques guerriers dans l'âme. Enfin, les Bambaras sont les plus nombreux. Si leurs qualités guerrières sont vantées, le capitaine Marceau souligne une « intelligence limitée à la compréhension d'idées simples et concrètes ». Les Bambaras apparaissent comme des paysans ayant conservé leurs valeurs guerrières. Plus qu'une définition ethnique et sociale précise, le terme « bambara » recouvre essentiellement des groupes de paysans soldats. Dans une moindre mesure, se trouvent des Maures, des Peuls (peu nombreux en raison de leur nomadisme) et des Senoussos. Mangin reprend ces idées dans *La Force noire* en 1910 mais plaide davantage pour un mélange au sein des unités que pour une séparation. Cela aurait l'avantage de mettre à profit les qualités de chacune des « races » : l'intelligence et la fierté des Toucouleurs et des Wolofs complèteraient la discipline et la ténacité des Bambaras et des Mossis. Dès 1890, le colonel Wendling veut recruter des Toucouleurs musulmans et des Bambaras « fétichistes » pour qu'ils

se surveillent mutuellement. La fin du XIXe siècle conduit également à une réflexion en métropole sur le recul de la masculinité dans un cadre bourgeois associé à un certain confort urbain. C'est pourquoi l'emploi d'Africains permet de compenser la physiologie jugée décadente des conscrits de métropole. Ce raisonnement joue à plein pendant la Grande Guerre.

*L'engagement des tirailleurs en métropole.* Les troupes noires et d'Afrique du Nord participent à tous les engagements de la guerre, particulièrement en Champagne (1915), dans la Somme (1916) mais aussi dans les Dardanelles (1915) et le front d'Orient, mais également dans des fronts périphériques comme le Monténégro (Balkans), à Mourmansk et à Arkhangelsk (en Russie, en 1918, pour combattre les bolchéviques), et dans les colonies africaines elles-mêmes (Togo, Cameroun). Elles ont reçu au préalable une formation militaire. Sous l'impulsion du général Gallieni, un immense camp a été créé en Provence dans la ville de Fréjus en 1915 pour faire hiverner les soldats noirs, les former aux armes et à la discipline. D'autres camps d'hivernage sont ensuite créés : au Courneau près de Bordeaux, à Pau et à Mimizan, à Vernet dans l'Ariège, à Lectoure dans le Gers. Mais Fréjus est le camp le plus important et sert de modèle : la ville est directement connectée par chemin de fer à Marseille et à Toulon où débarquent les soldats. L'état-major pense également que le climat méditerranéen leur est favorable. On dénombre 13 000 arrivés en avril 1916, 28 000 en mai 1916, 40 000 en décembre 1916, 45 000 début 1917... Fréjus devient une véritable ville africaine. Le camp s'entoure de greniers, d'abattoirs, de boulangeries, d'hôpitaux... L'activité des prostituées (blanches) est aussi importante et les autorités militaires tentent de maintenir la ségrégation racio-sexuelle. Le tirailleur africain s'inscrit durablement dans le paysage et dans les imaginaires. En 1915, un pharmacien de Courbevoie a l'idée d'utiliser la figure du tirailleur sénégalais (avec un aspect hilare et bon enfant) pour vendre une poudre de cacao créée l'année précédente : ce sera le Banania et son slogan « Y a bon Banania ». La marque sera décriée sur le long terme pour le racisme de cette représentation qui n'a disparu que très récemment. En 1948, le franco-sénégalais Léopold Sédar Senghor, dans *Hosties noires*, appelle à « à déchirer les rires banania sur tous les murs de France ». Enfin, dès 1915, l'état-major prend conscience de la fragilité des Africains face à un ennemi qui leur est inconnu : le froid. Même chez les Bambaras, considérés comme les soldats les plus aguerris, les maladies pulmonaires font des ravages (tout comme les cas de pieds gelés dans les tranchées).

*Résistances au recrutement en Afrique.* Devant les besoins qui s'accroissent à compter de la bataille de Verdun (février 1916), une proposition de loi prévoit la création d'une armée indigène avec un système de mobilisation inédit (loi Masse). Mais, se heurtant au particularisme de chaque colonie, elle est remplacée par des décrets spéciaux. Avec des engagements pour la durée de la guerre, une prime de 100 francs et une allocation financière accordée aux familles restées au pays, les vieux tirailleurs, les soldats de métier appelés les « chibanis » seront source d'admiration dans les sociétés africaines d'après la guerre. Le recrutement est censé être volontaire, mais il ne l'est pas : les hommes sont désignés par les chefs de village à la demande de l'administration coloniale, forcés de partir contre leur gré. Il est si massif qu'il entraîne vite des refus, parfois des mutilations volontaires pour ne être engagé et des révoltes comme dans le Bélédougou, en pays bambara,

au nord de Bamako en 1915. La révolte est brutalement réprimée. La révolte du Sud-Constantinois, celle du Bani-Volta ou celle du pays Dogon (du nom d'une ethnie célèbre pour ses masques) freinent les recrutements.

*Etude de cas : le soulèvement du Bani-Volta et ses conséquences.* Développons le cas de la révolte des régions du Bani et du Volta. Son ampleur est telle que les historiens l'ont parfois qualifiée de « dernière guerre de la pacification » (= de la colonisation). Pour d'autres, elle annonce les révoltes anticoloniales de l'après-guerre. Elle touche une population de 800 à 900 000 personnes, soit un millier de villages et 8% de la population totale de l'AOF. La région a été historiquement marquée par deux importants Etats précoloniaux : le Macina (dans l'actuel Mali) et le royaume Mossi (dans l'actuel Burkina Faso). La conquête effective et l'imposition de l'autorité française ont été tardives, en 1898. Il n'y avait pas eu, à l'époque, de forte résistance. Dans le même temps, la région n'avait pas connu de régime d'occupation généralisée, les Français n'occupant que les grands axes. Les zones rurales animistes sont restées à l'écart. Quand soudain, en 1915, l'administration coloniale d'AOF réclame sa « force noire ». Or la population s'imaginait depuis un an que le colonisateur partait : des hommes avaient été rappelés en métropole et les tirailleurs indigènes avaient été mobilisés pour aller combattre au Togo allemand. La demande d'hommes pour la guerre n'en a donc été accueillie que plus brutalement. Une ligue de villages, autour de Bona et de son autel du culte animiste de la terre, se lève contre les Français. En décembre 1915, le gouverneur doit envoyer une colonne pour mater la rébellion. La révolte indigène s'étend alors, jusqu'à Ouagadougou et Bandiagara. Les sorciers-guérisseurs animistes gagnent à leur cause les musulmans qui ne font que suivre, alors que l'administration évoque faussement un « complot des marabouts ». Mais les musulmans reprochent de leur côté la volonté française d'encadrer l'islam et de faire cesser certaines pratiques maraboutiques jugés déviantes. La révolte est multiethnique et multiconfessionnelle. Le gouverneur d'AOF, Joost Van Vollenhoven (d'origine néerlandaise), est surpris par cette « guerre populaire, presque nationale » selon ses propres termes. Le secteur du Dédougou parvient à aligner 15 à 20 000 hommes armés de mousquets et de fusils forgés dans des ateliers locaux (copiant les techniques occidentales). Ils fortifient des villages (« tata ») et comptent sur les femmes pour reconstruire la forteresse quand les combats se déplacent. Le gouverneur doit en réaction rassembler toutes les forces disponibles dans les différentes colonies, formant deux colonnes de 5000 hommes au total, disposant de canons et de mitrailleuses. Une première sillonne la région en février-mars 1916, puis une seconde en avril 1916 : c'est cette colonne qui détruit les principaux foyers de résistance, mais cette dernière se reporte vers le Bani. Le mouvement cesse finalement en février 1917. La répression et les destructions ont entraîné la mort de près de 30 000 personnes. A côté des révoltes africaines, certaines autorités coloniales locales se rebiffent également : en AOF, le gouverneur Van Vollenhoven, pourtant zélé au départ, demande à Paris l'arrêt des recrutements en 1917, conscient de leur mauvaise réception chez les populations locales, en vain. Il s'emporte contre le Président du Conseil Georges Clemenceau puis démissionne. Il est remplacé par Blaise Diagne, qui reçoit la qualité de commissaire de la République spécialement chargé du recrutement. Diagne organise alors en 1918 une campagne de recrutement de 6 mois, qui est une véritable tournée de propagande en faveur de la métropole et de la « nation civilisatrice » engagée dans une « guerre du Droit ». Ce qui correspond d'ailleurs chez lui à un retournement, lui qui taxait quelques années auparavant

Mangin de « boucher des Noirs » et dénonçait l'emploi de « chair à canon ». Il parvient cependant à lever 63 000 Africains supplémentaires, se tournant en priorité vers « les évolués » des villes et villages. Il s'engage un peu trop et promet d'octroi de la citoyenneté française pleine et entière pour les Africains engagés. Fin 1918, l'armée coloniale aligne 96 bataillons indigènes.

*Les Africains, chair à canon ?* Les Africains ont-ils été sacrifiés dans les offensives vaines et meurtrières de la Grande Guerre ? Il y a matière à débat. Diagne, avant 1917, et d'autres ont parlé de « chair à canon ». La réalité est plus nuancée selon l'historien Marc Michel. Certes, il y a des assauts où les troupes noires ont été décimées, comme au Chemin des Dames au printemps 1917, et il y a du flou sur le chiffrage officiel des pertes « indigènes », mais les Africains n'ont pas plus été saignés que les recrues de métropole. En ce qui concerne l'AOF, sur 215 349 hommes, 156 810 ont participé aux opérations de guerre. Et 30 000 soldats meurent au combat. Le ratio entre le nombre de recrutés et celui des décès est de 15,5% contre 16,5 % pour les pertes de l'infanterie française : il est même légèrement inférieur. Mais d'autres historiens ne sont pas d'accord comme Joe Lunn. Les Africains subissent aussi la violence symbolique de la contrainte (aller combattre sur un autre continent dans une guerre qui n'est pas la leur) et d'une lenteur plus longue encore de démobilisation, une fois la guerre finie, que pour les autres, les autorités arguant par exemple du manque de bateaux de rapatriement.

**Conclusion :** la Grande Guerre est donc devenue une « guerre totale ». L'intégralité de la société ne vit désormais que pour l'effort de guerre. En 1918, Léon Daudet, de *L'Action française* publiera *La Guerre totale*, un essai qui a longtemps été oublié et prouvant rétrospectivement que l'expression « guerre totale » convient parfaitement à 1914-1918. Il y écrit : « Qu'est-ce que la guerre totale ? C'est l'extension de la lutte, dans ses phases aiguës, comme dans ses phases chroniques, aux domaines politique, économique, commercial, industriel, intellectuel, juridique et financier. Ce ne sont pas seulement les armées qui se battent, ce sont aussi les traditions, les institutions, les coutumes, les codes, les esprits et surtout les langues. L'Allemagne a mobilisé dans ses plans, sur tous ces points. Elle s'est livrée à un débordement de propagande, toujours acharnée, parfois intelligente, parfois stupide, rarement inutile. Elle a constamment cherché, au-delà du front militaire, la désorganisation matérielle et morale du peuple qu'elle attaquait. Elle a poursuivi, pendant les hostilités, en l'intensifiant, son programme d'exploitation de l'espionnage et de la trahison, qui était celui de l'avant-guerre ». Il s'agit ici d'une lecture « à charge » et antiallemande : la France aussi a basculé dans la guerre totale et son économie a dû se militariser pour tenir, comme nous allons le voir dans le chapitre suivant.